

l'Anticapitaliste

n°631 | 6 octobre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



SOLIDARITÉ
AVEC LA RÉVOLTE EN IRAN!

Dossier **RETRAITES**

Pages 6 et 7



ÉDITO
Qui ne veut pas la peau de Sandrine Rousseau?
Page 2

PREMIER PLAN
Salaires, assurance chômage, retraites: engageons la confrontation avec Macron!
Page 2

ACTU INTERNATIONALE
Italie. Unir les forces syndicales et politiques contre l'extrême droite
Page 4

ACTU SOCIALE
Budget 2023 de la sécurité sociale. Pour la santé: derrière le bla-bla, un nouveau tour de vis
Page 8

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Jean-Pierre Mercier (CGT PSA Poissy)
Page 12



Par MANON BOLTANSKY

Qui ne veut pas la peau de Sandrine Rousseau ?

L'émergence dans l'actualité des problèmes de violences sexistes et sexuelles en politique, notamment à gauche, donne lieu à un furieux déballage de violences. Contre toutes les femmes et les victimes de violences, mais aussi et surtout contre les femmes de gauche qui incarnent cette lutte dans les médias et sur les réseaux sociaux, Sandrine Rousseau en tête. Elle focalise presque à elle seule toutes les attaques et les insultes du moment. «*Une harpie aux plumes vertes*», une «*Greta Thunberg ménagée*», «*l'épuriatrice*», «*la torpille*», «*la folie verte*», une «*illuminée*», «*hystérique*», «*sorcière*» même ! Elle est devenue petit à petit responsable de tous les maux que causeraient, selon certains, les luttes féministes contre les violences, mais pas que... Elle est devenue l'image de la «mauvaise féministe» dans les médias et pour tous les réacs. Citée à tout bout de champ, régulièrement en «une» de tous les torchons réactionnaires avec des menaces apocalyptiques, mais également de la presse dite de gauche. Trop agressive, radicale, intransigeante... Plus assez «femme», en somme. Le point culminant de cette logorrhée étant probablement le dessin de *Charlie Hebdo* où Sandrine Rousseau est dessinée sous les traits d'un gorille qui viole un Julien Bayou tentant de fuir... On peut parler, chez ces messieurs, d'une véritable panique morale. Sandrine Rousseau est devenue l'incarnation politique de la «panique woke». Elle incarne la peur de la montée des idées et des mouvements féministes radicaux et, plus largement, progressistes, sur les questions de genre et de sexualité, comme sur la question écologique. Une peur panique qui n'est guère proportionnelle à la radicalité des idées que Rousseau défend sur ces questions d'ailleurs... ou sur d'autres. Mais, c'est déjà (toujours) trop ! Comme d'autres, Sandrine Rousseau a décidé publiquement de se mettre du côté des victimes et doit en «payer le prix» : harcèlement et vindicte publique. Cette violence doit cesser. Elle a pour but de briser une femme, pour nous briser toutes. Sandrine Rousseau est brandie tel un épouvantail pour que toutes sachent à quoi s'attendre si elles osent l'ouvrir et refuser cet ordre et ce système patriarcal. C'est pour cela que nous lui affirmons tout notre soutien. Notre solidarité va aux idées féministes et à toutes les victimes des violences sexistes et sexuelles que Sandrine Rousseau incarne aujourd'hui pour tous ces réactionnaires haineux et agressifs, qu'ils ou elles soient d'extrême droite, de droite, et même de gauche.

BIEN DIT

Dans le principe, un ministre doit quitter le gouvernement s'il est mis en examen.

EMMANUEL MACRON, JT de 20h de France 2, 2 mars 2017.

Les représentants du pouvoir paradent à la télévision en col roulé ou en polaire, nous expliquant qu'il va falloir faire preuve d'imagination pour faire face à la crise de l'énergie, en s'habillant plus chaudement ou en baissant un peu le chauffage. Comme si les économies de bouts de chandelle n'étaient pas déjà le lot de millions d'entre nous, pendant que les riches se gavent et polluent la planète avec leurs jets privés.

Attaques tous azimuts

Tout cela ne semble pas suffisant pour Macron et les capitalistes. Pour eux, l'enjeu est d'en finir avec la protection sociale et de venir chercher, sur le dos de la majorité de la population, les dizaines de milliards d'euros « perdus » pendant la pandémie. Dans le même temps, les gros patrons du CAC 40, les actionnaires, peuvent tranquillement continuer à s'engrasser : 73 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 au premier semestre 2022 ! Ainsi, ils s'en prennent aux allocations chômage, exerçant une pression plus importante sur les travailleuses et les travailleurs privés d'emploi. Pourtant, le chômage est un droit qu'on acquiert en travaillant, et ces allocations sont une partie intégrante de notre salaire, socialisé et différé pour les périodes de galère. De plus, Macron va s'en prendre, une nouvelle fois, à nos retraites. Il s'agit cette fois de reculer à 65 ans l'âge de départ, et d'en finir avec les «régimes spéciaux». Sous couvert de « sauvegarde du système de retraites », il s'agit d'une nouvelle attaque contre nos droits. Et même l'argument selon lequel le système de retraites serait déficitaire est faux : il est bénéficiaire cette année de plus de 5 milliards d'euros, mais le gouvernement prévoit de récupérer une partie du budget des retraites pour continuer les cadeaux et la défiscalisation pour les requins capitalistes.

TouT^Es ensemble dans la rue dimanche 16 octobre

Macron menace de dissoudre l'Assemblée si son projet de contre-réforme des retraites ne passe pas. Une façon de mettre la pression sur les députés de son mouvement,

À la Une

SALAIRS, ASSURANCE CHÔMAGE, RETRAITES

Engageons la confrontation avec Macron !

Le président Macron a annoncé «la fin de l'abondance»... Si nous, les classes populaires, n'en avions pas vu le début, nous sommes néanmoins servis depuis la réélection du président des riches. Les prix explosent, les salaires stagnent, et on nous prépare à de nouvelles restrictions, notamment en ce qui concerne l'électricité et le gaz cet hiver.

RIGUEUR ÉNERGÉTIQUE



CHARMAG

mais aussi sur celles et ceux qui peuvent lui permettre d'obtenir une courte majorité sur les retraites. Pour notre part, nous n'avons pas peur de la dissolution. Ce n'est pas la bataille parlementaire qui mettra Macron en échec, mais bien un mouvement majoritaire du monde du travail et de la jeunesse. Un mouvement profond, par en bas, fait de manifestations, de grèves, d'occupations d'entreprises et de lieux publics. C'est cette mobilisation que le NPA s'attache à construire dès aujourd'hui. Cela doit se faire dans l'unité la plus large. Partis de gauche, syndicats, associations démocratiques, doivent s'unir dès aujourd'hui pour aller au combat. Dans la continuité de la grève du

29 septembre, nous appelons à la marche unitaire « contre la vie chère et l'inaction climatique » du dimanche 16 octobre (14 h à Nation). Cela doit être une nouvelle étape pour la construction d'une mobilisation victorieuse.

Face à l'extrême droite, vite une gauche de combat !

Catastrophes climatiques, guerre en Ukraine, recul de nos conditions de vie... Le capitalisme nous prépare des lendemains bien sombres. Un avenir où le pire danger, l'extrême droite, se verrait bien prospérer. Mais rien n'est écrit à l'avance, pour peu que l'on y résiste. Pour cela, nous avons besoin d'une gauche de combat, anticapitaliste et unitaire,

qui se batte pied à pied contre ce système et ses méfaits écologiques comme sociaux.

Dès aujourd'hui, la gauche sociale et politique doit donc se réunir autour de revendications en rupture avec les politiques du capital : retraite à 60 ans, SMIC à 1800 euros, augmentation des salaires d'au moins 300 euros, indexation des salaires sur les prix, embauche massive à l'hôpital et à l'école, expropriation du secteur de l'énergie et de l'industrie pharmaceutique, transition écologique, transports en commun de qualité et gratuits... Le NPA est prêt à en discuter et à avancer dans ce sens avec toutes celles et ceux qui ne sont pas résignés et veulent changer la société.

Lire le dossier retraites pages 6-7.

IRAN La révolte s'approfondit

Après plus de deux semaines de protestations, les manifestations de rue non seulement continuent, mais s'intensifient en Iran.

Les slogans appelant à la chute du régime sont de plus en plus nombreux. Au-delà de leur participation massive aux manifestations quotidiennes, de plus en plus de jeunes femmes occupent l'espace public et marchent dans les rues sans leur voile, défiant ainsi ouvertement les fondements de la République islamique.

Climat insurrectionnel

Dans certaines villes, le climat est insurrectionnel et les forces de l'ordre sont obligées de reculer devant la détermination des manifestantes. Le Kurdistan est traversé



par des journées de grève générale qui confinent à des opérations ville morte avec la fermeture des commerces.

Mais les arrestations et les tirs à balles réelles continuent. Au 1^{er} octobre, 133 personnes avaient été tuées par la police. La répression a été particulièrement brutale à Zahedan (province du Sistan-Baloutchistan) : les forces de sécurité n'ont pas hésité à tirer à la sortie de la prière du vendredi sur la foule en colère. Bilan : au moins 41 morts. La fatigue des policiers est toutefois évidente. La tactique des jeunes manifestantes d'organiser des

manifestations simultanées dans plusieurs quartiers d'une même ville provoque une dispersion des forces de police, et diminue donc considérablement leur efficacité. L'apparition des cocktails Molotov ajoute à leur désarroi.

Comment continuer ?

Cette situation a posé la question de comment avancer et comment élargir l'étendue des protestations.

– Une première réponse, comme toujours en Iran, est venue du mouvement étudiant : partir en grève et appeler à son extension aux professeurEs, aux cadres de l'enseignement supérieur, ainsi qu'aux lycéenEs. Dans plusieurs villes et surtout Téhéran, Chiraz et Ispahan, les cours ont été boycottés afin de participer aux manifestations. L'Association des enseignantEs a appelé à la grève, et cet appel a été entendu dans des grandes villes.

Un monde à changer

SOLIDARITÉ AVEC SALAH HAMOURI ET LES PRISONNIERS PALESTINIENS. Depuis le 25 septembre, Salah Hamouri et 29 autres prisonniers politiques palestiniens en détention administrative sont en grève de la faim pour dénoncer leurs détentions arbitraires. La détention administrative est un régime de détention «particulier», qui permet aux autorités militaires israéliennes de prolonger indéfiniment une incarcération, sans procès et sans charges, au moyen d'ordres militaires renouvelant des périodes de détention de trois mois. C'est ainsi que Salah est détenu depuis le 7 mars, jour où il a été arrêté à son domicile, sous le régime de la détention administrative, renouvelée en juin et en septembre.

Dimanche 2 octobre, le comité de soutien à Salah publiait le message suivant sur les réseaux sociaux : «L'avocat de Salah Hamouri a pu lui rendre visite ce dimanche 2 octobre. Salah est en grève de la faim depuis le 25 septembre 2022. Il a été placé en cellule d'isolement le 28 septembre en guise de punition. Deux autres punitions le concernent : pas de visite familiale ni le droit de cantiner (pour acheter des produits d'hygiène) pendant un mois. Salah est dans une cellule sans fenêtre, avec un matelas vétuste posé au sol et un WC. Il n'a pas le droit de sortir pour voir la lumière du jour.

La seule sortie de la cellule d'isolement est pour se rendre à la douche, où il doit y rester menotté en permanence.

Salah ne consomme que de l'eau depuis le 25 septembre 2022, n'ayant pas accès à du sel, élément particulièrement important pour les grévistes de la faim.

Ces nouvelles sont très inquiétantes et prouvent l'acharnement des autorités israéliennes pour infliger des souffrances à Salah et le faire céder.

Une fois de plus, nous apportons tout notre soutien à Salah, ainsi qu'à tous les prisonniers politiques palestiniens, illégalement emprisonnés par Israël. Et nous ne pouvons manquer de remarquer le silence assourdissant des autorités françaises et notamment d'Emmanuel Macron, que l'on a connu nettement plus bavard...

Le chiffre 30 %

Selon le Monde : «Environ un tiers des personnes âgées de 25 à 60 ans qui connaissent une fin de contrat dans le secteur privé sans être inscrit préalablement à Pôle emploi et qui remplissent les critères d'éligibilité ne recourent pas à l'assurance chômage, soit entre 390 000 et 690 000 chômeurs.»



Agenda

Vendredi 7 octobre, rassemblement pour exiger la libération de Georges Abdallah, Paris. À 18 h, Ménilmontant.

Vendredi 7 octobre, soirée de soutien à Kai Terada, Paris.

Enseignant et syndicaliste muté de force sans motif valable de son lycée Joliot-Curie dans le 92. 18 h, temps d'échanges sur la répression; 20 h, concerts: Allarach, La Fanfare invisible et Sidi Wacho. Au local de la CNT: 33, rue des Vignoles, Paris 20^e.

Mercredi 12 octobre, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Paris.

À 19 h, à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Dimanche 16 octobre, marche contre la vie chère et l'inaction climatique, Paris. À 14 h, Nation.

À suivre sur lanticapitaliste.org
nouveau.lanticapitaliste.org

FÉMINISME Solidarité avec les féministes dans les organisations politiques !

Éric Dupond-Moretti ne manque pas de culot. Alors qu'il fait lui-même l'objet d'une mise en examen pour prise illégale d'intérêt durant son premier mandat de ministre, il dénonce le recours à «une justice de droit privé» et invoque les grande valeurs de la démocratie qui seraient remises en cause par les dispositions prises dans les partis politiques pour lutter contre les violences! Or ce qui constitue aujourd'hui une atteinte majeure à la démocratie, ce n'est pas le fait qu'il y ait une mobilisation des féministes dans les partis politiques sur ces questions. Au regard des disparités entre hommes et femmes, tous partis confondus, c'est même une bonne nouvelle. D'ailleurs Marlène Schiappa s'empresse de faire valoir qu'à Renaissance, le parti de Macron, ils vont faire mieux que les autres. Les cellules de veille sur les violences sexistes et sexuelles dans les partis ne remplacent pas la justice. On devient membre d'un parti ou d'une association par la libre adhésion. Ce n'est pas un droit. Et on est libre de le quitter si on n'est pas d'accord. Quand les partis politiques, les syndicats, les associations établissent des règles concernant leurs adhérentEs, en conformité avec leurs principes, c'est leur droit. Ils n'empêtent en rien sur l'action de la justice.

Le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti a déclaré avec mépris, dans une conférence de presse mardi 27 septembre, qu'il était «temps de siffler la fin de la récréation», parlant du traitement des affaires de violences sexistes et sexuelles dans les partis politiques. Il ciblait particulièrement EELV et la FI, avec la démission de Julien Bayou de son poste de secrétaire national, mais pas de son mandat de député, et la mise en retrait d'Adrien Quatennens dans la FI, celui-ci restant également député.

Où est le scandale démocratique?

La véritable atteinte à la démocratie, c'est le fait que la justice et la police s'avèrent incapables de répondre aux dizaines de milliers de faits de violences sexistes et sexuelles caractérisés qui sont dévoilés par les femmes. Lesquelles, depuis la révolution #metoo et #balancetonporc, ne se taisent plus!

Rappelons quelques chiffres : chaque année en France, 1,2 million de femmes sont victimes d'injures sexistes ; une salariée sur trois déclare avoir subi du harcèlement sexuel au travail ; plus de 200 000 femmes vivent avec un conjoint violent ; une fille de 12 à 15 ans sur six a déjà subi du harcèlement sexuel en ligne ; 94 000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol ; en 2020, 100 femmes ont été assassinées par leur conjoint ; sept plaintes pour violences sexuelles sur 10 sont classées sans suite, et moins de trois sur 10 sont poursuivies! Voilà bien un scandale démocratique.

N'en déplaise à Élisabeth Badinter, les exigences des nouvelles féministes sont déterminantes pour briser l'omerta patriarcale. Elles permettent que les femmes s'organisent collectivement et ne soient plus isolées face à un système patriarcal tout-puissant. Ces luttes sont porteuses d'espoir de transformations futures des relations entre hommes et femmes.

Une mobilisation qui doit se poursuivre

Novembre 2021, c'est le #Metoo politique avec une tribune parue dans *le Monde*, signée par de nombreuses femmes invitant à «écartier les auteurs de violences sexuelles et sexistes» de la vie politique. Cela a donné lieu à des révélations concernant plusieurs hommes politiques mis en cause pour violences et viols, dont certains en poste au gouvernement, comme Darmanin et Abad. C'est la force de la mobilisation féministe qui rend possible la mise en place de dispositifs de prise de conscience, de prévention

et d'accompagnement des femmes à l'intérieur des organisations. Les événements que nous voyons dans EELV et LFI ne signifient pas qu'il y a plus d'agresseurs dans ces partis. Au contraire, ils sont le signe d'une mobilisation importante des féministes et d'une possibilité d'expression ouverte dans ces partis.

Mais les problèmes que cela pose sont aussi nouveaux et doivent être traités au fur et à mesure, cela demande du travail, de l'énergie et de la réflexion collectives. Rien n'est simple et beaucoup de choses sont à inventer, à imaginer. Et on ne peut que regretter les réactions de repli, parfois hostiles, voire carrément haineuses que cela a déclenchées dans ces partis même. C'est bien le signe de la force de l'oppression patriarcale que nous devons continuer à combattre en renforçant ces collectifs et leur travail d'accueil de la parole des femmes qui permet de lever la chape de plomb dans les milieux militants!

Sonia Casagrande

L'enfer quotidien des femmes

Les femmes iraniennes se heurtent à une discrimination en droit et dans la pratique, notamment en matière de mariage, de divorce, d'emploi, de succession et d'accès aux fonctions politiques. La législation discriminatoire imposant le port du voile a pour effets un harcèlement quotidien, des détentions arbitraires, des actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que la privation de l'accès à l'éducation, à l'emploi

et à certains espaces publics. Des défenseurEs des droits des femmes sont mis derrière les barreaux pour avoir fait campagne contre le port obligatoire du voile.

Une loi de novembre 2021 interdit notamment aux structures financées par l'État de fournir gratuitement des moyens de contraception et aux pharmacies de vendre des produits contraceptifs sans ordonnance, prohibe la vasectomie et la ligature des trompes, sauf dans des cas exceptionnels.

L'âge minimum légal du mariage pour les filles est fixé à 13 ans. En outre, un père peut obtenir des autorités judiciaires l'autorisation de marier sa fille encore plus jeune. Selon les chiffres officiels, 31 379 mariages de filles âgées de 10 à 14 ans ont eu lieu entre mars 2020 et mars 2021, soit 10,5 % de plus que l'année précédente.

Extraits du rapport 2021-2022 d'Amnesty international
<https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/iran/report-iran/>

banlieue, dont certains dirigeants sont emprisonnés depuis le mois de mai, ainsi qu'un autre depuis le 27 septembre, a exigé leur libération et menacé d'appeler à la

grève. Le «Conseil d'organisation des travailleurs de l'industrie du pétrole» a publié un communiqué dans lequel il demande «l'arrêt de la répression» et menace également d'appeler à la grève.

Le monde du travail commence à montrer les dents. Les slogans «Étudiants, travailleurs, unité unité» furent dans les universités. C'est justement ce que craint le régime : la jonction entre les travailleurEs, les mobilisations des femmes et de la jeunesse.

Partout dans le monde, fleurissent des actions et mobilisations en solidarité avec la mobilisation populaire en Iran. Il est crucial que, dans tous les pays, le mouvement ouvrier prenne toute sa place dans cette vague afin de peser sur l'évolution de la situation.

Solidarité socialiste avec les travailleurEs en Iran (SSTI)

<http://www.iran-echo.com>

NO COMMENT

Je veux en finir avec la délinquance des SDF étrangers. [...] Nous serons intraitables. Les CRS ont pour instruction de ne pas les lâcher. Ils ne sont pas les bienvenus.

Tweet du préfet de l'Hérault, 29 septembre 2022. Le tweet a ensuite été supprimé.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Tirage : 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication : Julien Salingue

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Numéro ISSN : 2269-3696

Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

RUSSIE/UKRAINE

«La priorité de Poutine est de préserver les territoires occupés»

Alors que la guerre contre l'Ukraine est entrée dans une nouvelle phase, nous publions des extraits d'une interview de notre camarade Ilya Budraitskis¹ concernant la situation en Russie.

Poutine a été contraint de modifier sa stratégie militaire, avant tout en raison des victoires remportées par l'offensive ukrainienne. La libération continue du territoire par les Ukrainiens ne lui laisse pas d'autre choix que de recruter davantage de personnel.

L'État russe contraint d'appeler des troupes

L'armée russe n'a tout simplement pas assez de personnel en service actif pour tenir la ligne. Au cours de la dernière décennie, Poutine a considérablement réduit les effectifs de l'ancienne armée soviétique, qui était composée d'un nombre massif de conscrits. C'était une force véritablement immense.

À sa place, il a mis en place une armée professionnelle conçue pour mener de petites opérations, et non de grandes prises de territoire. Cette armée remodelée a été assez efficace lorsque Poutine l'a déployée en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2014 et en Syrie en 2015. Mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie est complètement différente de ces opérations spéciales. Dans ce cas, l'armée fait face à une population et à des militaires déterminés qui sont préparés avec à la fois la volonté et les moyens de résister et de faire reculer la Russie. L'État a donc été contraint d'appeler des troupes, davantage sur le modèle de l'époque soviétique, pour tenir un territoire conquis.

Pas de fissures profondes dans l'appareil d'État

Lorsque Poutine a réformé l'armée pour en faire une armée professionnelle plus petite, certains généraux s'y sont opposés. Il ne fait aucun doute qu'ils se sentent aujourd'hui légitimés et qu'ils ont fait pression pour la mobilisation de troupes afin d'empêcher ce qu'ils craignent d'être une défaite en Ukraine.

L'ancien KGB, désormais appelé Services de sécurité fédéraux ou FSB (acronyme russe), a mis en garde contre un tel appel. Parce qu'ils espionnent la population russe, ils sont plus au fait des dangers de l'organisation d'une conscription à si grande échelle.

Il y a donc probablement des tensions dans l'État. Mais il n'y a pas encore de fissures profondes. En fait, le FSB fait actuellement pression sur Poutine pour qu'il ferme les frontières afin d'arrêter la fuite des conscrits. Il y a aussi probablement quelques divisions dans la classe dirigeante. Certaines grandes entreprises et certains ministres chargés de la politique économique s'inquiètent peut-être des dégâts causés par les sanctions. Certains ont même fait des déclarations publiques d'inquiétude.

Mais ils ont peu de poids dans le processus décisionnel de l'État. Les oligarques ont depuis longtemps fait confiance à Poutine. Et tous les membres des échelons inférieurs de l'État ne font qu'obéir aux ordres. Ils ne sont que des gestionnaires des décisions de Poutine et de sa clique.

Seule une défaite militaire infligée par la lutte de libération ukrainienne pourrait diviser la classe dirigeante et la bureaucratie d'État. À ce stade, elle reste solide et unifiée derrière Poutine.

Poutine n'a pas abandonné son objectif de conquête totale de l'Ukraine

Poutine voulait initialement s'emparer de Kiev et imposer un gouvernement fantoche sur l'ensemble du pays. La résistance ukrainienne a empêché cela et elle chasse maintenant les forces russes des territoires occupés. Dans cette nouvelle situation, la principale priorité de Poutine est de préserver les territoires occupés et d'arrêter l'offensive ukrainienne. S'il ne le fait pas, il perdra cette guerre. Il espère donc geler les lignes de front en place et travailler en profondeur pour tenir ce qu'ils ont conquis.

C'est pourquoi ils ont ordonné la mobilisation. Ils vont déployer autant de soldats que possible, même avec une formation inadéquate, pour ralentir l'offensive ukrainienne.

Ils ne prévoient aucune offensive à ce stade. Nous devons toutefois préciser que Poutine n'a pas abandonné son objectif de conquête totale de l'Ukraine. Il ne peut simplement pas le réaliser maintenant, et doit plutôt s'accrocher aux territoires occupés, et gagner du temps pour une future offensive.

Ilya Budraitskis, traduction J.S.

1 - Version intégrale (en anglais) sur tempestmag.org.

USA Le « désavantage sanitaire » de l'Amérique entraîne une diminution de l'espérance de vie

Le Covid-19 a fait baisser l'espérance de vie dans de nombreux pays. Parmi les pays à hauts revenus, ce sont les États-Unis qui engrangent le pire résultat.

Au cours des deux dernières années, les AméricainEs ont subi une baisse spectaculaire de leur espérance de vie, passant de près de 79 ans en 2019 à 76 ans en 2021. Il s'agit d'une baisse historique. Rien de tel n'a été observé depuis les années 1920. Selon le Dr Steven Woolf, directeur émérite du Center on Society and Health de la Virginia Commonwealth University (Centre sur la société et la santé de l'université de Virginie), ce déclin est dû à ce qu'il appelle le « désavantage sanitaire des États-Unis ». Ce désavantage résulte selon lui de plusieurs facteurs : le système de soins de santé du pays, disloqué et axé sur le profit, la mauvaise alimentation et le manque d'activité physique d'une grande partie de la population, ainsi que le tabagisme, la pollution et l'accès facile aux armes à feu.

Le racisme et la ségrégation aggravent ces problèmes pour les groupes marginalisés.

Pas de politique de santé commune aux 50 États

L'espérance de vie aux États-Unis baisse depuis plusieurs années. La principale cause récente de ce recul est l'épidémie de covid, bien que la dépendance aux opioïdes ait également joué un rôle. Avant le covid, l'épidémie de consommation

d'opioïdes réduisait la durée de vie moyenne de 0,3 an, mais la pandémie a eu un impact beaucoup plus important.

Les États-Unis ont fait nettement moins bien que les autres pays riches pour faire face à l'épidémie de covid, en partie parce qu'au lieu d'un système national de santé pour définir les politiques, il y a 50 États, chacun avec son propre système. « *La polarisation croissante des États rouges [républicains] et bleus [démocrates] au cours des dernières années a creusé encore davantage le fossé en matière de politiques, ce qui a eu des répercussions sur notre santé et notre sécurité* », a déclaré le Dr Woolf. Ainsi, la Floride, un État républicain, a enregistré un excédent de décès plus de trois fois supérieur à celui de l'État démocrate de New York, bien que ces deux États aient une population similaire.

L'espérance de vie des AmérindienEs est la plus faible

La baisse de la durée de vie moyenne n'est pas répartie de manière égale. Si l'espérance de vie moyenne de tous les AméricainEs a diminué, c'est chez les AmérindienEs et les autochtones de l'Alaska qu'elle a chuté le plus fortement, selon le Centre national des statistiques de la santé. L'espérance de vie des AmérindienEs est passée de 71,8 à 65,2 ans. Cette population a maintenant l'espérance de vie la plus

faible de tous les pays d'Amérique, à l'exception d'Haïti.

Les NoirEs ont connu la deuxième plus forte baisse, passant de 74,8 à 70,8 ans. Les Blancs non hispaniques sont passés de 78,8 à 76,4 ans. Les Hispaniques sont passés de 81,9 à 77,7. Les Asiatiques, qui vivent le plus longtemps, ont vu leur espérance de vie chuter de 85,6 à 83,5. Comme on peut le constater, la baisse de l'espérance de vie a été la plus importante pour les personnes de couleur, à l'exception des Asiatiques. Les AmérindienEs, les NoirEs et les Hispaniques ont généralement des revenus plus faibles, moins de patrimoine et souffrent de ségrégation et de discrimination raciale. Les groupes indigènes, en particulier, ont moins accès aux soins de santé.

Des taux de vaccination inégaux

L'absence de vaccination est en partie responsable de l'effet du covid sur l'espérance de vie. Les NoirEs américains ont de loin les taux de vaccination les plus bas, suivis par les Blancs, tandis que les Asiatiques, les Hispaniques, les AmérindienEs et les AméricainEs d'Alaska ont des taux plus élevés. Les NoirEs américains se sont historiquement méfiés du système de santé, ce qui explique en partie leur faible taux de vaccination. Les taux de vaccination inférieurs des

Blancs peuvent être, eux, largement attribués à la politique républicaine et aux théories complotistes antivax.

Un système de santé accessible aux plus aisés

Aucune autre nation à revenu élevé n'a obtenu d'autant mauvais résultats que les États-Unis. « *Aucun d'entre eux n'a connu une baisse continue de l'espérance de vie comme les États-Unis, et un bon nombre d'entre eux voient l'espérance de vie commencer à revenir à la normale* », a déclaré le Dr Woolf.

Bien que les États-Unis disposent, d'un certain point de vue, d'un excellent système de soins de santé — d'excellentes institutions de recherche, des hôpitaux dotés des dernières technologies, des médecins et des infirmières ayant reçu une éducation et une formation de qualité — du point de vue du service à la population, le pays est défaillant. Il n'existe pas de politique nationale de santé publique, il n'existe pas de droit aux soins de santé et de nombreuses personnes n'ont pas d'assurance maladie. Les hôpitaux, les médecins et les meilleures technologies sont souvent seulement à la portée des plus aisés et inaccessibles aux travailleurs et aux pauvres, surtout s'ils sont de couleur. Nous devons poursuivre le combat pour le slogan historique de la gauche et des militants de la santé publique : « *Les soins de santé sont un droit humain* ». *Dan La Botz, traduction Henri Wilno*

ITALIE Unir les forces syndicales et politiques contre l'extrême droite

Après la victoire de Fratelli d'Italia, la gauche syndicale et politique s'organise malgré la banalisation de l'extrême droite en cours dans la société.

Avec 44 % des votes, la coalition des droites et de l'extrême droite a obtenu une large majorité parlementaire grâce à une loi électorale antidémocratique : 115 représentants sur 200 au Sénat, 237 députés sur 400 à la Chambre des députés. Ces deux assemblées se réuniront le 13 octobre pour élire leur président et former les groupes parlementaires. Le président de la République confiera ensuite à la dirigeante de Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, le soin de constituer le gouvernement. Celle-ci a déjà entamé une négociation difficile avec les partis alliés, Forza Italia¹ et la Ligue².

Des postfascistes en voie de banalisation alignés sur Draghi et les USA

Sur fond de grave crise économique et sociale, d'urgence énergétique et de conflit international, Giorgia Meloni évolue en collaboration avec Draghi³ et dans la continuité de ses choix économiques. Elle s'aligne sur les USA et multiplie les déclarations philo-atlantistes pour rassurer Washington par rapport aux vieilles amitiés poutinistes de Salvini. Tous les journaux importants cherchent à présenter comme normale l'arrivée au gouvernement des postfascistes, considérés jusqu'ici comme extérieurs à « l'arc constitutionnel ». La grande bourgeoisie



n'aura aucun problème à avoir de bons rapports avec ces droites et saura les utiliser à ses fins. De larges secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie constituent depuis longtemps les points d'appui forts des différents partis de droite. Le message est simple : « *Ils ont gagné les élections, laissons-les travailler, nous les jugerons sur les résultats et le contenu des mesures prises* ». Comme si on ignorait ce qu'ils veulent faire sur le plan social, sur celui des droits et sur la Constitution. Comme s'il n'était pas clair qu'ils sont les ennemis jurés de la classe ouvrière, qu'ils disposent d'un parti bien organisé décidé à changer la structure du pays. De plus, les organisations

ouvertement fascistes, elles, se sentent dédouanées, veulent leur revanche contre les luttes et les mouvements sociaux.

Des pressions sur les classes populaires, les migrantEs et le droit à l'avortement

Fratelli d'Italia et ses alliés ont commencé à attaquer les secteurs les plus faibles des classes populaires : ils veulent supprimer le « revenu de citoyenneté » qui a permis à quelques millions de personnes de survivre. Cette mesure coûte à peine 7 milliards par an qu'ils veulent transférer aux entreprises sous prétexte qu'elles créeront des emplois. La loi sur l'interruption de grossesse est soumise elle aussi à une pression de plus en plus forte de la part des gouvernements des nombreuses régions gérées par les droites. Il en est de même en ce qui concerne la situation des migrantEs.

Vers une grève générale le 2 décembre

Le 28 septembre dernier, de grandes manifestations de femmes en défense de l'avortement et pour leur liberté de choix ont eu lieu dans de nombreuses villes. Samedi prochain, le principal syndicat italien, la CGIL, organise à Rome une grande manifestation, un an après l'attaque de son siège

national par les nervis de Forza Nuova. Ce sera l'occasion d'une forte mobilisation antifasciste, même si l'attitude de la CGIL vis-à-vis du nouveau gouvernement paraît très attentiste et très discutable (et critiquée par son courant gauche).

Le parti démocrate de Letta après sa défaite électorale est en crise. Le parti s'achemine vers un nouveau congrès dans une confusion totale. Quelques intellectuels ont lancé un appel espérant, à partir de la crise du Parti démocrate et du tournant à gauche limité du Mouvement 5 Etoiles⁴, un vaste chantier radical fondé sur les valeurs de la Constitution, un processus de construction d'une formation progressiste et « travailliste »

Tout ceci bouscule les forces de la vraie gauche radicale qui remettent en question le capitalisme, ses injustices et ses guerres. Elles sont appelées à redéfinir un nouveau parcours unitaire social et politique d'alternative.

En attendant, la manifestation de convergence des mouvements sociaux et des luttes ouvrières le 22 octobre à Bologne se prépare du mieux possible. Les syndicats de base veulent ensuite lancer une mobilisation qui culminera dans une journée de grève générale le 2 décembre.

Franco Turigliatto, traduction de Bernard Chamayou

1 - Parti dirigé par Silvio Berlusconi.

2 - La Lega, de Matteo Salvini.

3 - Mario Draghi, Premier ministre chargé de régler les affaires courantes après sa proposition de démission lors de la crise de juillet 2022, crise qui a provoqué la convocation d'élections anticipées au 25 septembre dernier.

4 - Mouvement populaire, créé par l'humoriste Beppe Grillo, qui oscille de gauche à droite, dirigé aujourd'hui par Giuseppe Conte.

BURKINA FASO Un second coup d'État en moins d'un an

Le Burkina Faso vient de connaître son second coup d'État en huit mois. Les nouveaux putschistes sont apparus à la télévision nationale (RTB) pour annoncer que le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba était démis de sa fonction de président de la transition. Il ne semble pas cependant que ce coup force soit soutenu par l'ensemble de l'institution militaire. Ce nouvel épisode illustre l'instabilité croissante du pays confronté à une profonde dégradation sécuritaire.

Le vendredi 30 septembre, la confusion était à son comble. Des coups de feu ont retenti dans le camp militaire Baba Sy. Les premières informations faisaient état d'une mutinerie, quelques heures plus tard alors que des militaires prenaient possession des endroits stratégiques de la capitale Ouagadougou. Une déclaration était lue à la RTB par le capitaine Kiswendsida Sorgho annonçant la prise de pouvoir par une nouvelle junte.

La progression des djihadistes
L'élément principal du déclenchement de ce second coup d'État est le bilan désastreux de Damiba. Si, lors de sa prise de parole le 4 septembre, le lieutenant-colonel s'est lancé dans un exercice d'autosatisfaction, il n'a convaincu personne. Pas même lui, puisqu'il a limogé son ministre des Armées pour occuper ce poste en sus de la présidence de transition. De tous les pays du Sahel, le Burkina Faso est celui qui connaît la plus forte augmentation des attaques des deux groupes islamistes : le JNIM, affilié à Al-Qaïda, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Dix régions, sur treize que compte le Burkina Faso, sont touchées. Les opérations des combattants islamistes se traduisent par le contrôle de zones dans plusieurs régions du pays. C'est ainsi que le JNIM assoit son pouvoir sur une grande partie des provinces du Louroum et du Yatenga situées dans le nord du pays et avance vers la capitale



Le capitaine Kiswendsida Sorgho. DR

Ouagadougou. Le JNIM progresse également vers la seconde ville du pays, Bobo-Dioulasso, à partir de la région des Hauts-Bassins. Quant à l'EIGS, il maintient toujours son emprise sanglante sur la région des trois frontières. Les djihadistes ont adopté une nouvelle stratégie qui se révèle particulièrement efficace. Ils s'attaquent aux réseaux routiers et perturbent ainsi l'approvisionnement des grandes villes du pays.

Le nouvel homme fort

Les auteurs du second coup d'État auraient, disent-ils, à plusieurs reprises exprimé leurs désaccords sur la façon dont les opérations étaient menées. Ils avaient proposé en vain des mesures alternatives visant à restructurer l'armée. Tout cela traduit de profondes divisions au sein de l'appareil militaire qui existent

depuis l'époque de Compaoré et qui perdurent. Le nouvel homme fort Ibrahim Traoré est un capitaine. Il est chef d'artillerie du Dixième Régiment de commandement d'appui et de soutien à la caserne de la ville de Kaya. Il avait soutenu le putsch de Damiba. Depuis plusieurs mois, il considérait que le lieutenant-colonel avait failli à sa mission, celle de restaurer la sécurité et l'intégrité du territoire. De plus, sous prétexte de réconciliation, l'ex-président de la transition avait invité Compaoré, pourtant condamné à perpétuité en avril dernier pour le meurtre de Sankara en 1987, à Ouagadougou et l'avait laissé repartir en Côte-d'Ivoire. Certains dans l'armée lui reprochent un exercice du pouvoir de plus en plus clanique. Damiba avait nommé dans les principaux postes de l'État des militaires issus de sa promotion, la 92.

Les questions en suspens

Les nouveaux putschistes ont égrené les premières mesures devenues classiques pour un coup d'État : instauration d'un couvre-feu, fermeture des frontières, dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale de transition, suspension des activités des partis politiques et des organisations de la société civile. Ils assurent que les forces vives de la nation seront convoquées prochainement pour la mise en place d'un président de la transition, civil ou militaire, sans donner toutefois les modalités de cette désignation.

Quelles alliances, notamment militaires, veulent nouer les nouveaux dirigeants du pays ? On sait que les relations entre les forces burkinabé et l'armée française sont loin d'être au beau fixe. Le chef d'état-major particulier de Macron, l'amiral Jean-Philippe Rolland, a dû se rendre récemment au « pays des hommes intègres » pour tenter d'apaiser les tensions. Depuis, les manifestations antifrançaises se multiplient. Toujours est-il que la défense des libertés démocratiques malmenées par Damiba reste d'actualité, en particulier la libération de Kambou Ollo Mathias dit Kamao. Ce dirigeant du Balai citoyen, organisation qui avait largement contribué à la chute de la dictature de Compaoré, risque six mois d'emprisonnement pour outrage au chef de l'État.

Paul Martial

BRÉSIL Leçons du premier tour de l'élection présidentielle

Retour sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle au Brésil le 2 octobre, avec des extraits d'une analyse publiée par Marcelo Badaró Mattos sur Esquerda on line¹.

La première leçon, évidente mais encore difficile à assimiler, est la suivante : l'optimisme de la volonté ne pourra jamais remplacer le réalisme de l'analyse. La force sociale du néofascisme bolsonariste – ainsi que le vote Bolsonaro par rapport au premier tour de 2018 – s'est accrue et solidifiée. L'impressionnante stabilité du soutien d'environ un tiers de l'électorat, avec certes des fluctuations, relevée dans les sondages tout au long de son mandat, malgré toute les politiques de destruction et de mort des quatre dernières années, en est le signe le plus visible. En outre, on a sous-estimé la force de l'hostilité au Parti des travailleurs («anti-PTisme»), qui se manifeste dans de larges couches de la société, notamment dans le Centre-Sud du pays. Cet anti-PTisme est encore à même de favoriser un «vote utile» pour Bolsonaro, comme l'ont montré ses résultats à São Paulo et Rio de Janeiro, bien plus élevés que ce que les sondages électoraux avaient indiqué.

Ne pas commettre d'autres erreurs

L'optimisme des calculs mathématiques qui éludent la lutte politique et sociale est trompeur : «Lula a une avance de six millions de voix», «Il suffit de gagner 2% d'électeurs



WIKIMEDIA COMMONS

supplémentaires» et autres formules auto-persuasives. Bolsonaro a puisé des voix dans la dernière ligne droite pour se rapprocher de Lula, et il a peut-être encore des «réserves» chez les électeurs de Tebet², de Ciro³ et du côté des votes blancs et nuls. Plus encore, nous devons apprendre, une fois pour toutes, que la campagne d'un néofasciste ne passe pas seulement par les chemins éclairés des «règles du jeu» d'un «festival démocratique» à propos desquelles les commentateurs de service insistent tant. Pour cette raison même, le raisonnement «institutionnaliste» qui a jusqu'à présent dominé la direction de la campagne du PT, selon lequel

il suffirait d'ajouter d'autres formations au sein du large front électoral, pourrait être désastreux lors de ce second tour. Nous ne disons pas que nous ne pourrons pas le faire. [Mais] même si elles rejoignent le front, rien ne garantira que leurs votes seront captés par Lula.

La victoire électorale passera par la rue

Pour vaincre électoralement le bolsonarisme le 30 octobre, et c'est la principale leçon que nous devons tirer des résultats du premier tour, il faudra que les gens soient dans la rue, avec Lula, pour transformer l'actuelle majorité électorale en une vague de soutien populaire. Une vague

suffisamment visible et expressive pour entraîner des fractions de ceux qui se sont abstenus au premier tour, des électeurs non corrompus des autres candidats, et pour convaincre ceux qui sont affectés et menacés par la vigueur du néofascisme qu'il est possible de chasser Bolsonaro du palais présidentiel.

Il faudra emmener Lula dans la foule, comme sur les collines de Salvador, le faire évoluer au milieu des masses, comme dans les rues de São Paulo, et faire des quatre prochaines semaines le processus de mobilisation socio-politique le plus intense de la dernière période. Même si la coordination de sa campagne continue de miser sur des accords venus d'en haut avec les directions des partis bourgeois et leurs représentants, il est nécessaire de la pousser en direction de la rue. Le vote décisif viendra de l'expansion de l'avantage là où il existe déjà : dans les parties les plus pauvres de la classe ouvrière, chez les femmes, chez les noirs, chez les jeunes, dans le Nord-Est.

Parce que notre avenir en dépend et parce que nous le devons à la mémoire des presque 700 000 victimes de la pandémie ; à ceux qui tombent dans les massacres policiers quotidiens ; et aux millions de personnes qui meurent de faim.

«Le seul combat qui est perdu est celui qui est abandonné» : nous n'abandonnerons pas celui-ci.

Marcelo Badaró Mattos, traduction J.S.

1 – Version intégrale (en Portugais) sur <https://esquerdaonline.com.br/2022/10/03/licoes-do-1o-turbo-balanco-apressado-antes-da-poeira-baixar/>

2 – Simone Tebet, candidate classée au «centre-droit», a obtenu 4,2% des voix.

3 – Ciro Gomes, candidat classé au «centre», a obtenu 3% des voix.

NICARAGUA

Lettre ouverte au journal *l'Humanité*

Nous publions une lettre ouverte adressée à «l'Humanité» par le CSPN (Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua).

Accueilli cette année sur le stand de FAL, le CSPN (Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua) a été très choqué de se retrouver en face d'un stand se revendiquant du FSLN lors de la fête de l'Humanité 2022. La plupart des membres du collectif ont soutenu le FSLN dans les années 1980, alors qu'il promettait de mettre en œuvre une révolution porteuse d'espoir pour toute l'Amérique latine et que ce petit pays résistait face à l'impérialisme américain. Mais le FSLN d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui qui avait combattu Somoza et mis en œuvre les réformes des premières années de la révolution sandiniste en faveur des plus pauvres, en respectant les droits humains, les droits des femmes et des peuples indigènes. En 2018, après avoir réprimé la jeunesse et les paysans qui s'étaient soulevés, Daniel Ortega et sa clique ont éliminé toute opposition sandiniste interne, enfermant et laissant mourir en prison d'anciens camarades d'armes, des révolutionnaires et des commandants de la révolution. Hugo Torres, par exemple, qui avait délivré Ortega lorsque celui-ci était en prison, est mort à la suite de mauvais traitements lors de son incarcération. La commandante Dora Maria Tellez, qui avait dirigé la prise du Palais national, prélude au départ de Somoza, et libéré León, la deuxième ville, est à l'isolement et son état de santé est alarmant. Ce ne sont là que quelques-uns des exemples des mauvais traitements subis par les prisonniers et les prisonniers politiques.

Des jours heureux au Nicaragua ?

Ortega et Murillo ne sont ni de gauche, ni anti-impérialistes, ni anticapitalistes, bien au contraire :

- Le Nicaragua d'Ortega a reçu les félicitations du FMI pour sa bonne gestion en matière économique.
- Il a interdit l'avortement thérapeutique autorisé jusque-là, sous la pression de l'Église la plus réactionnaire, avec laquelle il a pactisé.
- Ortega a passé une alliance avec la droite en 2007 pour être reconduit à la présidence.
- Des zones franches permettent à des entreprises étrangères d'exploiter sans scrupule des milliers de travailleurs et surtout de travailleuses dans les pires conditions.
- Ortega partage et contrôle avec sa femme et ses enfants les profits et les richesses du pays. Notamment les ressources issues de l'extraction minière ou encore de nombreux médias.
- Ils ont réprimé et tabassé, en 2018, les retraités qui manifestaient contre une réforme des retraites imposée par le FMI.
- Ils ont tué plus de 300 manifestants lors des émeutes de 2018 conduites essentiellement par les étudiants (en solidarité avec les retraités).
- La police est souvent soutenue par des paramilitaires (souvent des prisonniers de droit commun «libérés» et armés pour l'occasion).
- Ils torturent, notamment à la prison d'El Chipote, tristement célèbre sous la dictature de Somoza.
- Le gouvernement a récemment fermé toutes les radios et télévisions qui ne les soutenaient pas, accusées d'être des «agents de l'étranger», accusation reprise contre tous les opposants : 54 médias sont désormais interdits.
- Le projet de concession pour la construction d'un nouveau canal à un milliardaire chinois a permis d'expulser de leur terre des paysans pauvres qui sont bien sûr réprimés lorsqu'ils s'y opposent.
- Plus de 100 000 Nicaraguayens ont dû fuir la dictature, notamment vers le Costa Rica.
- Aujourd'hui de nombreuses organisations de gauche internationales ainsi que des pays progressistes – le Chili, la Colombie – condamnent cette dictature.
- Récemment le Parlement européen, avec les voix d'une partie de la gauche, notamment française, a voté une résolution dénonçant le non-respect des droits humains au Nicaragua. L'ONU est allée dans le même sens.
- Des jours heureux au Nicaragua ? Pour quand ?
- Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua

Lire la réponse de l'Humanité sur <https://blogs.mediapart.fr/kassandra/blog/021022/lettre-ouverte-au-journal-l-humanite-et-reponse>

LE CSR À LA BOTTE DU POUVOIR

Deux organismes officiels se penchent sur les retraites, le COR et le CSR (Comité de suivi des retraites). Le CSR est composé de deux femmes et deux hommes, «aux compétences reconnues en matière de retraites», et d'un président, nommé en Conseil des ministres. Le CSR est chargé de rendre chaque année «un avis public portant sur les objectifs financiers et sur les objectifs d'équité assignés à notre système de retraites». Il s'appuie sur les projections du COR. Ainsi il invite le gouvernement à «ramener le système sur une trajectoire d'équilibre» en préconisant la «sous-indexation des pensions qui permettrait des

économies assez rapides» et «le recul de l'âge de départ à la retraite qui pourrait se "justifier" par l'allongement de l'espérance de vie», ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que son rôle n'est pas «d'empêtrer sur le choix politique»! Le CSR a aussi pour fonction «d'analyser la situation comparée des femmes et des hommes au regard de l'assurance vieillesse, et de l'évolution du pouvoir d'achat des retraités, avec une attention prioritaire à ceux dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté» mais aucune mesure n'est actuellement proposée au gouvernement sur ces sujets. Dans un avis publié le 22 septembre 2022, le CSR a annoncé

le retour «rapide et durable des déficits» et a prédit à son tour «un risque de déséquilibre résiduel à court et moyen terme». Il a refusé de faire un choix entre plusieurs solutions: «housse de l'âge légal, durée de cotisation, sous-revalorisation des pensions assortie de mesures de protection pour les bas salaires». Mais il a néanmoins annoncé «[qu']aucun scénario ne peut être indolore pour l'ensemble de la population» et précisé que l'option de la hausse de l'âge légal ou de la durée de la cotisation pourrait être justifiée car ce serait «le prix à payer pour ne pas augmenter les cotisations, ce qui réduirait le niveau de vie des retraitéEs».

LES CAISSES DE LA SÉCU ASSÉCHÉES AU PROFIT DES CAPITALISTES

Fin août 2022, le gouvernement a instauré avec effet rétroactif au 1^{er} juillet «une mesure d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat» en instaurant la prime de partage de la valeur (la PPV) qui peut se monter jusqu'à 3 000 ou 6 000 euros selon les cas. Cette prime reste facultative et est à la discréction de l'employeur. Elle concerne toutes les entreprises, quels que soient leur effectif et leur statut (artisan-commerçant, profession libérale, association, fondation, syndicat, mutuelle...), les établissements publics à caractère industriel et commercial et les établissements publics administratifs employant du personnel de droit privé. TouTEs les salariÉEs peuvent en bénéficier quel que soit leur statut : CDI, CDD, à temps plein ou à temps partiel, intérimaires, en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Pour les salariÉEs dont la rémunération annuelle est inférieure à trois fois le SMIC annuel au cours des 12 mois précédant son versement, la prime versée est exonérée de toutes les cotisations et contributions sociales



patronales et salariales, dont la CSG et la CRDS. La prime est également exonérée d'impôt sur le revenu pour le ou la salariÉE. À partir du 1^{er} janvier 2024, le régime d'exonération renforcé disparaîtra. TouTEs les salariÉEs, quelle que soit leur rémunération, seront exonérés uniquement de cotisations sociales. La PPV sera soumise à la CSG/CRDS, à l'impôt sur le revenu (et au forfait social de 20 % pour les entreprises de plus de 250 salariÉEs). À ce dispositif s'ajoute, depuis le début des années 1990, des «niches sociales» constituées de l'ensemble des exonérations de cotisations sociales. Elles

concernent toutes les branches de la sécurité sociale, notamment la «branche retraite». Le PLFSS de 2019 note que 90 dispositifs s'appliquent aux recettes des régimes de base de la sécurité sociale et du fonds de solidarité vieillesse (qui finance le minimum vieillesse). Le coût de ces «niches» atteint 66,4 milliards d'euros dont 52 pour les exonérations patronales, mais selon la Cour des comptes ce montant serait de 90 milliards d'euros. De plus le CICE qui était une «niche fiscale» a été pérennisé en «niche sociale» en transformant l'allégement de l'impôt patronal en exonération de la part patronale des cotisations sociales. Le comité de suivi des aides publiques aux entreprises indique que «l'on ne dispose d'aucune évaluation des effets sur l'emploi de cette politique sur l'ensemble des 25 dernières années». Ce dispositif présentent en outre des effets pervers, ils peuvent inciter des employeurs à maintenir les salaires en dessous des seuils d'exonération, créant ainsi des trappes à bas salaire.¹

1 – Source : Observatoire de la justice fiscale, à l'initiative d'Attac France.



UNE CONTRE-RÉFORME MAJEURE

Le gouvernement a décidé, lors d'une réunion le soir du 28 septembre, de reprendre «un nouveau cycle de concertations avec les partenaires sociaux et forces politiques». Un projet de loi sera soumis au vote du Parlement «avant la fin de l'hiver» et la réforme entrerait en vigueur à l'été 2023, pendant la période des vacances, le gouvernement estimant sans doute que c'est une période qui n'est pas propice à des mobilisations d'ampleur.

Parmi celles qui avaient été annoncées, ce sont les mesures les plus dures qui ont été retenues lors cette réunion : l'âge légal de départ à la retraite, actuellement à 62 ans, reculerait dès 2023 de quatre mois par an, pour atteindre les 65 ans en 2032. Les 42 régimes spéciaux (régimes spécifiques à des professions SNCF, RATP, EDF-GDF...) seraient supprimés. Cette réforme avait déjà été tentée par Juppé en 1995 et, mise en échec par la mobilisation. C'est à rappeler à touTEs celles et ceux qui ne croient pas à la possibilité de faire céder le gouvernement !

Des reculs d'ampleur...

Dussopt, le ministre du Travail, a pour mission de supprimer les critères de pénibilité au travail qui permettent de partir en retraite avant 62 ans, l'âge légal actuel. Si la loi Dussopt-Macron devait être appliquée, les travailleurEs qui souffrent des conditions définies par le Code du travail – contraintes physiques (postures pénibles, vibrations mécaniques, manutentions de

charges), rythmes de travail pénibles (travail de nuit, travail répétitif caractérisé par la répétition d'un geste précis sur un cycle défini, du travail en équipes successives alternantes) ou environnements physiques agressifs (agents chimiques dangereux, bruit, températures extrêmes, milieu hyperbare) – devraient travailler jusqu'à 65 ans. En 2017, quatre des dix facteurs de pénibilité – postures pénibles, vibrations mécaniques, manutention manuelle des charges, exposition à des agents chimiques dangereux notamment les poussières et les fumées – avaient déjà été supprimées. C'était déjà une attaque gouvernementale contre les travailleurEs. Si on les laisse faire, il est à craindre que tous les critères autorisant les départs anticipés à la retraite soient à terme supprimés et que les conditions qui permettent aux handicapéEs de bénéficier d'un départ en retraite anticipé soient aussi modifiées à leur détriment.

Macron voudrait faire voter sa réforme cet hiver via un projet de loi de financement rectificatif de la sécurité sociale (PLFRSS), sans exclure l'application de l'article 49-3 de la Constitution pour éviter un vote du Parlement où il serait perdant. Les syndicats s'affirment opposés à ce qu'une réforme soit imposée de cette manière autoritaire mais la plupart d'entre eux continuent de croire à la «concertation». Toutes les contre-réformes depuis 1993 montrent que le seul moyen efficace pour ne pas subir un allongement de la durée de cotisations, un recul de l'âge de départ à la retraite, la baisse des pensions reste la grève générale reconductible et le blocage de l'économie.

... et des promesses

La Première ministre Élisabeth Borne a annoncé que le gouvernement reprendrait dès le 3 octobre «un nouveau cycle de concertations avec les partenaires sociaux et forces politiques (...) sur la base d'un départ à 65 ans». À l'ordre du jour : le dispositif carrières longues, la pénibilité et la prévention de l'usure au travail, l'emploi des seniors, les aménagements de fin de carrière, la suppression des régimes

LA TIRELIRE DU SYSTÈME DE RETRAITE EST ARCHI PLEINE

Le rapport du COR de 2022 indique que si l'on tient compte de l'ensemble des réserves et dettes existantes dans les différents régimes, et dans le fonds de réserve des retraites (FRR) «qui a pour mission d'investir et d'optimiser le rendement des sommes que lui confient les pouvoirs publics en vue de participer au financement des retraites», il y a 127,4 milliards d'euros de réserves nettes dans le système (déficits déduits). En termes diplomatiques, la Cour des comptes regrette que «les caisses de retraite n'aient pas utilisé leurs réserves de façon optimale pendant la première vague du Covid 19 au printemps 2020 [...] alors que les caisses manquaient de ressources». Le déficit était de 10 milliards et le fonds de réserve se montait en fin d'année à 164,3 milliards ! Le Premier ministre Édouard Philippe s'attelait à instaurer la retraite par points «afin de réformer en profondeur le système». Jusqu'à présent «la politique d'investissement doit viser à optimiser le rendement des placements [...] et, à compter de 2025, le FRR versera chaque année à la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale) 1,45 milliard d'euros au titre du financement de l'amortissement de cette dette.»



ENIÈME RAITES AVAIL ITAL !

du NPA.

DE NOUVELLES MENACES CONTRE LES ACQUIS SOCIAUX ET LA CONTINUITÉ DU SALAIRE

Les gouvernements ont imposé aux régimes spéciaux (des organismes propres à une profession : régimes des marins, des militaires, des cultes...) ou à une entreprise (régimes de l'Opéra de Paris, de la SNCF, de la RATP, etc., maintenus à la création de la Sécu), des dispositions déjà appliquées aux caisses de retraite de la fonction publique :

- En 2008, l'allongement de la durée de cotisation exigée pour bénéficier de la retraite à taux plein ;
- En 2010, la décote lorsque le ou la retraitéE n'a pas cotisé le nombre de trimestres suffisants pour bénéficier de la retraite à taux plein ;
- En 2017, l'âge légal de départ à la retraite des fonctionnaires est repoussé de 60 à 62 ans. Macron annonce son intention de liquider le régime de retraite de la SNCF ; son Premier ministre Édouard Philippe déclare qu'en 2020 « *il n'y aura plus de recrutement au statut* » et qu'il sera mis en place un régime par points. Pendant les périodes de travail professionnel les cotisations pour la retraite sont converties en points et lorsque l'on fait valoir ses droits à la retraite les points sont convertis en pension. La valeur des points

est variable et il n'est pas possible de connaître auparavant le montant de la pension. L'enjeu de cette réforme est de baisser le montant de la retraite. En calculant le montant des retraites sur des points accumulés durant 25 ans et non plus sur les six derniers mois toujours mieux rémunérés, on réduit de beaucoup le montant de la pension. C'est pourquoi Macron ne veut pas de la retraite conçue comme le salaire continué. Les cheminotEs



ont été les premiers à bénéficier du salaire continué et ont été à l'avant-garde des mobilisations mais ils et elles ne sont pas les seuls à bénéficier du salaire continué, cela concerne aussi les salariés de la RATP, de la CNIEG (Caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières) parmi les plus menacés dans une période proche), sans oublier les fonctionnaires qui reçoivent des pensions calculées à l'identique de celles des régimes spéciaux.

RECLIN DE L'ÂGE DE LA RETRAITE



spéciaux, le minimum de pension de retraite, l'adaptation des paramètres pour assurer l'équilibre financier du système de retraite. Philippe Martinez a déclaré qu'il ferait des propositions sur le financement de la caisse de retraite vieillesse de la Sécu et a affirmé que « *si c'est pour nous expliquer qu'il faut travailler plus longtemps, la concertation ne va pas durer longtemps* » ; la CFDT « *à pris acte d'une inflexion qu'elle réclamait* » et a rappelé « *son refus d'un report de l'âge légal* ». Macron renouvelle sa promesse annoncée pendant la campagne électorale pour les présidentielles : une pension minimale à

1100 euros mensuels pour une carrière pleine alors que le minimum garanti aux fonctionnaires retraitéEs est de 1248,33 euros par mois. Il prétend prendre en compte la pénibilité au travail alors qu'il a supprimé en 2017 quatre des dix critères de pénibilité instaurés par la loi de 2010. Il promet « *d'indexer les retraites sur l'inflation dès cet été* », promesse déjà annoncée auparavant à plusieurs reprises et restée sans suite !

Le COR et ses chiffres aléatoires

Pour justifier son projet, le gouvernement s'appuie sur les

projections hypothétiques du Conseil d'orientation des retraites (COR) qui annonce un déficit des retraites de 16 milliards en 2032. Les projections démographiques et économiques du COR ont permis aux gouvernements successifs d'élaborer des contre-réformes prétextement inéluctables. Ces projections ne sont pas fiables. Exemple, la situation sanitaire a bouleversé les indicateurs qui annonçaient en juin 2020 un déficit du système de retraite de 30 milliards d'euros, incitant les commentateurs à annoncer dans les médias l'inéluctabilité des réformes du système de retraite. Mais

la surmortalité causée par le Covid-19 a réduit les dépenses de retraites de 25 milliards fin novembre 2019 à 18 milliards en 2020. Autre facteur du peu de crédibilité des prévisions : le COR utilise trois conventions comptables différentes et établit quatre scénarios de croissance différents. Il a pu indiquer en 2020 que « *le solde du système de retraite varierait entre + 2,1% et 0,7% du PIB en 2070* » une prévision qui varie du simple à presque le quadruple... pour 50 ans plus tard !

Avec son extraordinaire prudence, le COR pronostique un taux de chômage qui évoluerait de 5% en 2027 à 7% en 2032, ce qui aurait pour conséquence un ralentissement de la croissance économique entre 2028 et 2032. Le ratio retraitéEs/cotisantEs évoluerait de 0,583 en 2021 à 0,747 en 2050, soit une hausse de 28%.

Les projections à court terme s'avèrent aussi pour la plupart souvent erronées. En 2021, le système de retraite a été excédentaire de près de 900 millions alors qu'un déficit était annoncé. En 2022, selon le COR, « *l'excédent devrait s'élèver à 3,2 milliards d'euros mais le système reviendra dans le rouge dès 2023 et le déficit devrait s'accentuer de 0,5 et 0,8 point de PIB d'ici à 2032* ». Le retour à l'équilibre est prévu « *vers le milieu des années 2030 dans le meilleur des scénarios* », prévision qui permet de dire au gouvernement que « *ça justifie une réforme* ».

¹—Les Echos.

LES REVENDICATIONS DU NPA

- **Non aux contre-réformes de Macron : elles sont non seulement nocives pour les retraitéEs mais aussi absurdes : un rapport officiel indique que parmi celles et ceux qui n'ont pas pris leur retraite à 60 ans suite à la réforme Fillon, un tiers ne travaillaient pas car en invalidité et en maladie et près de 20% étaient au chômage ;**
- **Les reculs sociaux ne sont ni négociables ni amendables, les avancées sociales sont gagnées souvent par la lutte, refusons toute forme de concertation ;**
- **La retraite à 60 ans, et 55 ans pour les travaux pénibles, ce qui permet, comme la réduction du temps de travail hebdomadaire, de donner du travail au chômeurEs ;**
- **La continuité du salaire pendant toute la vie : aucune pension en dessous du SMIC revalorisé (1800 euros), le minimum pour que les salariés vivent décemment doit l'être aussi pour les retraitéEs. Dans le privé comme dans le public, le calcul des retraites sur les six derniers mois de salaire ;**
- **L'égalité hommes-femmes car la retraite amplifie les inégalités : les femmes perçoivent en moyenne une pension de retraite inférieure de 41% à celle des hommes en raison des inégalités durant les carrières professionnelles. Des mécanismes de compensation doivent en finir avec ces injustices ;**
- **Le rétablissement et l'extension de tous les critères de pénibilité au travail qui justifient les départs anticipés à la retraite ;**
- **Le financement des retraites par la cotisation sociale, c'est une part de nos salaires mise dans un pot commun, et versée à la Sécurité sociale ;**
- **Un seul modèle : la retraite par répartition, donc non au système par points et à la capitalisation ;**
- **La gestion de la sécurité sociale aux seuls représentantEs des salariés. Ils et elles gèrent la part socialisée de nos salaires, ils et elles doivent être élus et révocables, et avec tous les pouvoirs de gestion, sans tutelle de l'État et sans patrons.**
- **Stop au pillage de la Sécu par les exonérations des cotisations sociales et les réductions d'assiettes (la base sur laquelle sont appliqués les taux de cotisations) ;**
- **L'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail et l'embauche des chômeurs, c'est plus de cotisations pour la Sécu ;**
- **L'indexation des pensions sur les salaires, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis au moins 10 ans ;**
- **Un service public du 3^e âge pour la gestion de tous les Ehpad et des services d'aide à domicile, dotés de tous les moyens humains et budgétaires dont ils ont besoin et sous le contrôle des retraitéEs et de leurs familles ;**
- **La création d'un véritable service public de l'autonomie pour les personnes âgées, engagement pris par Macron en 2018 et 2020 tombé dans les oubliettes ;**
- **Un service public de qualité, au domicile ou en institution, pour la compensation de la perte d'autonomie avec du personnel formé, qualifié et bien mieux rémunéré ;**
- **Les EHPAD privés doivent être expropriés et intégrés dans le service public afin d'offrir partout des prestations et services de qualité. Il faut en finir avec les scandales et priviléges. Toutes les personnes âgées qui le souhaitent doivent pouvoir accéder à ces établissements.**

Sur le site sante-secu-social.npa2009.org, de nombreuses informations sur la santé, la sécu et le social.

UNIVERSITÉS

Rendez l'argent, augmentez les bourses et ouvrez les facs !

Pour celles et ceux qui veulent poursuivre leurs études après le lycée, la jungle de Parcoursup restreint l'accès aux formations, le coût de la vie explose, tandis que les bourses augmentent moins vite que l'inflation.

La sélection s'amplifie à l'université, à l'entrée de la licence et de plus en plus en master. Mais mieux vaut se satisfaire d'une place par terre dans un amphithéâtre, tant que le plafond ne s'effondre pas sur nous (comme récemment à l'université Paris 3 ex-Censier) et que la direction ne ferme pas la fac pour faire des économies d'énergie (comme le prévoit l'université de Strasbourg pour cet hiver). Prochaine étape : fermer les facs pour de bon et renvoyer les étudiantEs chez eux ?



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Des moyens... pour les entreprises

Le manque de moyens dans l'éducation fait toujours plus de dégâts dans les écoles, collèges, lycées et facs. Preuve du niveau de délabrement du système éducatif, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye avait promis cette année « un prof devant chaque classe » à la rentrée. Un minimum même pas tenu, puisqu'il manquait au moins un enseignant dans la moitié des établissements scolaires !

Sous prétexte de lutter contre le chômage des jeunes, le gouvernement a trouvé de l'argent. Pour former et embaucher les travailleurEs qui manquent dans tant de services publics (par exemple) ? Non, pour subventionner le recours à l'apprentissage (qui a déjà doublé en l'espace de deux ans, grâce à une cascade d'aides publiques qui rend le travail des apprentis quasiment gratuit pour les patrons) et développer des Contrats d'engagement jeune censés favoriser « l'immersion » des jeunes sans emploi ni formation dans les entreprises, à coups de stages. Le tout payé au mieux 520 euros/mois ! Des contrats précaires pour jeunes en galère qui s'ajoutent aux « services civiques » et autres petits boulot (mal) payés par l'État. Il y aurait pourtant un moyen beaucoup plus simple de donner un emploi à chaque jeune qui en cherche : réduire le temps de travail pour partager le travail entre touTEs, par exemple en... baissant l'âge de départ à la retraite ! Mais le gouvernement préfère durcir les règles d'indemnisation du chômage pour nous pousser à accepter n'importe quel boulot... C'est, notamment, le but de la future réforme des lycées professionnels, qui vise toujours plus à accorder la formation des jeunes travailleurEs aux besoins du patronat en multipliant les périodes en entreprise et en accroissant l'influence des employeurs dans les filières de formation. Et comme l'exploitation s'apprend dès le plus jeune âge, le gouvernement prévoit des « mini-stages » dès la classe de 5e ! La lutte collective est la seule manière d'exprimer tout haut cette colère qui couve. Le plus tôt sera le mieux.

Barnabé Avelin

BUDGET 2023 DE LA SÉCURITÉ SOCIALE Pour la santé : derrière le bla-bla, un nouveau tour de vis

Le 3 octobre s'est ouvert au Mans le « grand débat » sur la santé, annoncé par Macron, dans le cadre du « Conseil national de la refondation ».

« **C**oncertation avec les acteurs clés », « réunions territoriales », « consultation citoyenne numérique » : Macron et Braun, le ministre de la Santé, ne lésinent pas sur les annonces creuses laissant supposer une discussion démocratique pour répondre à la crise hospitalière, et aux difficultés d'accès aux soins.

Les vraies décisions sont déjà prises

Mais de quel « débat » parle-t-on ? La réalité est que les vraies décisions sont déjà prises. La politique de santé pour 2023 se trouve dans les chiffres secs du « projet de loi de financement de la Sécurité sociale » dévoilé le 26 septembre. Les sept ministres qui signent la présentation de ce projet de loi ne laissent pas place au doute : il s'agit, après les deux années de crise du covid, de revenir à l'austérité ; comme on peut le lire dans la présentation du projet de loi : « À présent il nous faut tenir le cap du redressement des comptes sociaux afin de contribuer au retour sous les 3% de déficit public d'ici 2027 ». Le grand débat aura tout au plus pour but d'inventer les bricolages locaux — pardon le « sur mesure » — pour faire accepter l'austérité et limiter les catastrophes.

La loi de financement de la Sécurité sociale, adoptée chaque année par le Parlement, définit des enveloppes « fermées » (ne pouvant être dépassées) pour les différentes « branches » de la Sécurité (maladie, retraites, allocations familiales, accidents de travail).

Concernant la santé, les dépenses d'assurance maladie doivent respecter l'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie). Il fixe le taux d'augmentation maximum des dépenses pour l'année à venir. Les enveloppes sont ensuite réparties entre l'hôpital,



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

la médecine de ville et les autres postes. Au lieu de partir des besoins pour définir les moyens accordés, l'Ondam procède à l'inverse : la satisfaction des besoins devra s'accommoder de moyens (insuffisants), fixés à l'avance.

Le pire est à venir

En 2023, l'augmentation des dépenses de santé devra rester inférieure à 3,9% (4,1% pour l'hôpital, 2,9% pour la médecine de ville, 5,1% pour les établissements et services pour les personnes âgées). Le gouvernement a beau prétendre qu'il « préserve » ainsi les moyens de l'hôpital, ses propres chiffres le contredisent. L'inflation dépasse déjà les 5,9% pour 2022. Elle sera selon les chiffres de Bercy de plus de 4% en 2023.

Les années précédentes, avec une faible inflation, les directeurs expliquaient que la simple reconduction des moyens hospitaliers supposait une augmentation des budgets d'au moins 4,5%. Avec une inflation galopante on sera donc très loin du compte. Les directeurs expliquent dès aujourd'hui qu'ils ne savent pas comment payer les frais de chauffage pour cet hiver.

Il n'y a aucune place dans ce projet pour la formation et le recrutement de personnel hospitalier supplémentaire, pourtant indispensable. Dans ces chiffres sont inscrits la poursuite des conditions de travail insupportables, des burn out, des fermetures de lits et de services faute de personnel, des attentes interminables aux urgences, de la déshumanisation du soin.

Quant aux Ehpad, le projet prévoit la création de 3000 postes (soit moins d'un poste pour trois établissements !) sur les 50 000 promis par Macron.

Le pire reste toutefois à venir, puisque le pouvoir a déjà programmé un Ondam encore plus faible pour la suite du quinquennat (2,7 les deux années suivantes puis à 2,6 en 2026/27). Selon le Haut Conseil des finances publiques cela « suppose une action résolue pour freiner la dépense [...] dont les modalités ne sont pas documentées. »

Fausses promesses et vrais besoins

Tout projet de loi de financement de la Sécurité sociale doit contenir quelques mesures positives, censées valoriser la politique de santé du gouvernement. C'est

le cas du PLFSS 2023. Outre des mesures pour le dépistage sans ordonnance de maladies sexuellement transmissible, il prévoit l'instauration d'un « parcours de prévention », avec trois rendez-vous de santé gratuits à 25, 45 et 65 ans, ainsi que l'accès gratuit à la contraception d'urgence pour les femmes majeures.

La « prévention » ne va toutefois pas jusqu'à anticiper la possible remontée de l'épidémie de covid, seule une somme dérisoire (600 millions pour la vaccination et 400 millions pour les tests) étant prévue.

Quant au déserts médicaux, la seule mesure retenue est l'instauration d'une année supplémentaire de stage pour les étudiantEs en médecine ayant choisi la médecine générale, stage qu'ils et elles seront « incités » à faire chez un médecin dans les zones sous-dotées libéral. Le comble est atteint quand le ministre explique que ce stage sera l'occasion pour les futurs médecins « d'apprendre à gérer une entreprise », parce que « finalement, un médecin généraliste qui s'installe dans une zone sous dense, il gère un peu une entreprise avec des personnes autour de lui, assistant médical, infirmière, etc. » Les internes et étudiantEs en médecine ont immédiatement fait connaître leur opposition à la mesure. Son premier effet risque d'être inverse à l'objectif revendiqué : réduire encore le nombre de celles et ceux qui choisiront la médecine générale.

Enfin, pour complaire aux députés LR dont les voix seront nécessaires à l'adoption du projet, un volet « lutte contre la fraude » a été mis en valeur.

C'est donc dès aujourd'hui que les salariéEs du secteur de la santé et de l'action sociale et l'ensemble du mouvement social et ouvrier doivent se mobiliser contre un projet de loi qui, s'il est adopté, va poursuivre et aggraver la destruction du système de santé.

Jean-Claude Delavigne

ORLÉANS Meeting contre la vie chère, avec Pauline Salingue

Le NPA Loiret, sorti renforcé de la séquence présidentielle, a souhaité prendre des initiatives publiques à la rentrée. Le 1er octobre, un meeting intitulé « Aux capitalistes de payer leurs crises ! » avec Pauline Salingue, porte-parole de la campagne #Poutou2022, était organisé.

Nous avons lancé une invitation large au mouvement social orléanais à venir discuter de la situation politique ainsi que de nos propositions. Sont venus des camarades de la FI, de l'UCL, du Collectif antifasciste orléanais, de Luttes au Centre et du Collectif d'alarme nucléaire de l'Orléanais. Nous étions ainsi une bonne cinquantaine pour échanger et débattre.

Luttes locales

Notre camarade Sally a d'abord présenté la situation à Orléans et dans le Loiret. Elle est partie de la crise climatique, qui s'est manifestée ici par un niveau historiquement bas de la Loire, et le développement de plus de plateformes logistiques et du tout-camion. Elle est également revenue sur l'urgence sociale avec les licenciements chez Camaïeu, Tenneco et Servier et sur les ripostes chez GXO (logistique) ou chez TAO (transports en commun d'Orléans Métropole) où après une semaine de grève, les salariéEs ont

arraché une augmentation de 2% et une prime de 180 euros. Enfin, elle a développé l'orientation du NPA consistant à construire des mobilisations unitaires en mettant toujours au centre du jeu les revendications sociales et la critique du capitalisme, et a formulé en ce sens la proposition d'un Collectif contre la vie chère, permettant de se mobiliser pour le 16 octobre, et au-delà.

Des mobilisations à construire

Pauline a ensuite pris la parole. Elle a évoqué la conséquence de la pandémie sur l'hôpital, la désorganisation de l'appareil productif et logistique qu'elle a entraînée, notamment dans le domaine des semi-conducteurs. Elle a alerté sur l'avancée de la réaction et de l'extrême droite, au travers du référendum constitutionnel au Chili, de l'arrivée au pouvoir

des fachos en Suède, en Italie, de la menace d'une réélection de Bolsonaro au Brésil ou du poids du Rassemblement national en France. Elle est revenue également sur la myriade de luttes depuis plusieurs années, luttes isolées, et de la difficulté à les coordonner. Elle a défendu la politique unitaire portée au niveau national par le NPA depuis plusieurs mois, en rappelant l'importance de la date du 16 octobre, non comme une fin en soi, mais comme une première étape pour travailler collectivement à la base. Enfin, Pauline a évoqué la contradiction majeure de la période, qui montre que la révolution est plus que jamais d'actualité face à la faillite du capitalisme et la résignation de notre camp social.

Des discussions à poursuivre

Des échanges riches ont ensuite eu lieu avec la salle, autour de l'acuité

de la question nucléaire, de la pandémie et du covid long. Les débats ont aussi tourné autour de la marche du 16 octobre (peut-être être un point d'appui ou non ?), de la nature du PS d'Olivier Faure (a-t-il vraiment changé ou non ?), de l'échelle mobile des salaires et des revendications à porter, de notre rapport à Lutte ouvrière, etc. Notre proposition d'un collectif contre la vie chère a été bien accueillie, pouvant répondre à la nécessité d'unité d'action qui revenait dans la discussion.

Les conversations se sont prolongées dans un cadre convivial, autour d'un verre et de quoi grignoter. De nombreux contacts ont été pris, pour poursuivre les discussions, et pourquoi pas, militier avec le NPA. Une expérience très positive pour l'ensemble des camarades du NPA 45 !

NPA 45

ÉDUCATION NATIONALE Après la grève du 29 septembre, il faut continuer

La grève du 29 septembre, appelée par la CGT, la FSU et Solidaires a réuni 30 % des personnels des collèges et lycées et 20 % des personnels des écoles primaires. La question qui se pose maintenant est comment amplifier ce mécontentement dans notre secteur?

Les taux de grévistes sont corrects pour une première journée de grève après la rentrée qui dépasse le cadre militant traditionnel. La profession prend conscience de la nécessité de lutter contre l'ensemble des attaques contre les salaires et les conditions de travail.

Vers une explosion sociale

Au-delà des grandes attaques, il risque d'y avoir un problème de chauffage dans les établissements cet hiver. L'université de Strasbourg a ouvert le bal en annonçant une semaine de vacances en plus après Noël et une semaine de cours en distanciel... Des établissements scolaires annoncent des manques de papier pour décembre, ce qui va compliquer l'impression des contrôles (mais est-ce vraiment grave?). Bref, le sentiment qui domine dans la profession est celui d'une grande précarité et d'une impossibilité de l'État à couvrir les besoins essentiels.

En outre, les rebonds épidémiques de Covid-19 inquiètent les enseignantEs, car la gestion de la crise sanitaire dans le secteur est catastrophique. Le maître mot est de continuer à travailler coûte que coûte. Mais aucune classe (ou presque) n'a été équipée de



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ventilation ou d'indicateur de CO₂; il n'y a aucune brigade de remplaçantEs si on est malade et aucune prise en compte des absences des jeunes en cas de maladie — rappelons que cette année encore le gouvernement souhaite que le bac ait lieu en mars.

À l'échelle de la journée du 29 septembre, la forte présence de la fonction publique montre que la question salariale est une préoccupation. Les grévistes avaient aussi conscience de la réforme qui vient sur les retraites (même si elle est globalement floue, il est à peu près certain que le gouvernement Macron ne va pas

revenir aux 60 ans à taux plein) et de l'importance de se mettre en ordre de bataille. Pour le dire vite, les « conditions objectives » sont réunies pour une explosion sociale.

Viser l'effet domino des victoires

Les deux dernières années ont été marquées par un épargneissement de la profession et une individualisation des réponses aux problèmes que chaque personnel rencontrait. Le poids des années Blanquer, avec sa gestion managériale de l'Éducation nationale, pèse sur les consciences, ainsi

que la répression qui s'abat sur les militantEs qui osent s'opposer au rouleau compresseur. Il nous faut retrouver les chemins du collectif. En partie, le 29 septembre nous a aidés dans ce sens.

Des assemblées générales interprofessionnelles (ou Éducation nationale) se sont tenues. Celles-ci restent petites et très militantes, mais elles sont autant de points d'appui pour reconstruire une conscience du « tous ensemble ». Il y a une certaine fébrilité de Macron qui veut faire passer à toute vitesse sa réforme des retraites (empêchée par le Covid en 2020), alors qu'il n'a plus le Parlement croupion de son premier mandat. Et quand « ceux du haut » ne peuvent plus, si « ceux du bas » ne veulent plus, alors peut surgir une crise sociale majeure. Voilà la tâche de l'heure : convaincre largement sur le fond qu'il faut empêcher cette réforme des retraites et que, dans la situation actuelle, il peut y avoir un effet domino et des victoires sur des sujets secondaires mais d'importance comme l'augmentation des salaires, le recrutement de personnelEs, les réformes du bac professionnel et du bac Blanquer... Dans ces conditions, il est important de nous saisir de toutes les occasions disponibles pour rassembler nos colères. Que ce soit la grève contre la répression du 11 octobre, la marche contre la vie chère du 16 octobre ou la grève des lycées professionnels le 18 octobre, les dates ne manquent pas. Elles sont autant de jalons pour nous aider à grossir les rangs des grévistes afin de gagner.

Raphaël Greggant & Antoine Bouyou

Si le nombre de décès covid reste stable pour l'instant — autour de 30 décès par jour en moyenne — le nombre d'hospitalisations augmente. Le nombre des entrées en soins critiques est en hausse de 40 % depuis la semaine dernière. Cette croissance est portée par une rentrée des classes sans protocole sanitaire, sans installation généralisée de systèmes de filtration de l'air et par les premiers froids qui poussent à fermer les fenêtres... L'épidémie qui a repris chez les enfants scolarisés se transmet à la tranche d'âge des parents, puis à celle des grands-parents, parfois fragilisés par une pathologie, un traitement qui abaisse l'immunité, et dont la date de vaccination ou la contamination par Omicron s'éloigne favorisant l'émergence de formes graves.

Espérons que cette huitième vague montera moins vite et moins haut que la précédente, qui ne date que de trois mois, dans la mesure où elle n'est pas due à un nouveau variant (Omicron circule toujours) et qu'elle va rencontrer une population largement vaccinée ou qui a récemment été contaminée par ce même Omicron.

Un virus sorti des radars du gouvernement

Le covid serait-il devenu une simple grippe ? Ne serait-il plus un problème de santé publique ? Ce serait oublier les covid longs qui touchent des personnes jeunes, actives, sans pathologie, souvent des femmes, immobilisées par la fatigue et les douleurs, essoufflées, avec des troubles de la concentration, privées d'élan vital pendant des mois. La vaccination semble réduire de moitié ces covid longs.

COVID-19 Une 8^e vague dans un silence assourdissant !

Plus de 700 patientEs Covid-19 sont admis chaque jour à l'hôpital, ce qui représente une hausse de 59 % par rapport à la semaine dernière. Une vague qui a commencé chez les enfants scolarisés.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Ce serait oublier un risque post-covid majoré de 55 % pour les événements cardio-vasculaires, de 35 % pour la dépression. Une étude du JAMA¹, portant sur 572 000 enfants et adolescents de moins de 18 ans, confirme un risque presque doublé après covid de développer un diabète nécessitant de l'insuline.

Le covid est en tout cas sorti des radars du gouvernement, de ses déclarations, de son projet de loi de financement de la Sécurité sociale, de la fin du « quoi qu'il en coûte ». Un « quoi qui l'en coûte » qui n'a pas empêché Macron de fermer 4 100 lits en 2021, en pleine crise

du covid ! Alors que l'on sait que grippes et bronchiolites du nourrisson vont arriver avec l'hiver et que, même en l'absence de covid, elles menacent chaque année un hôpital débordé et des personnels éprouvés par des années d'austérité, le gouvernement se limite à un simple appel à la responsabilité individuelle. Alors que la population est elle aussi éprouvée par deux années de pandémie, qu'elle a les yeux rivés sur la facture d'électricité ou la feuille de paie, les mesures collectives sont passées à la trappe, austérité oblige. Plus question des systèmes d'aération, qui ont pourtant fait la preuve de

leur efficacité en divisant par deux les contaminations, de vaccination ciblée vers les plus fragiles, de masques dans les transports collectifs bondés, de systèmes de santé publique, d'investissement massif dans l'hôpital !

Échec du capitalisme vaccinal

Bien qu'on ne sache pas encore avec certitude si les nouveaux vaccins bivalents seront plus efficaces contre la transmission du virus, tous les vaccins protègent très bien contre les formes graves, au prix d'effets secondaires très limités, n'en déplaisent aux antivax. Là aussi, le taux de quatrième dose, notamment des plus âgés et des plus fragiles, reste très bas car l'injection est laissée à l'initiative individuelle. La vaccination des plus jeunes est, elle, un véritable fiasco.

Quant à tirer le bilan de la perturbation rapide des écosystèmes, qui favorise l'émergence des pandémies de type covid ou monkeypox, du capitalisme vaccinal, qui prive de vaccin anti-variole du singe les pays africains où se trouvent les foyers initiaux de l'épidémie, il ne faut pas rêver ! Eh bien si, rêvons et luttons pour un autre monde !

Frank Prouhet

1- JAMA: Journal of the American Medical Association.

PSA/STELLANTIS Une prime de 1000 euros concédée... mais la colère est toujours là !

Plus de 4 300 salariéEs de PSA/Stellantis ont débrayé mercredi 28 septembre pour revendiquer des vraies augmentations de salaires et dire que la prime de 1000 euros, proposée par la direction la veille, ce n'est pas assez.

Il y a eu pas moins de 1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, 280 à Borny, 270 à Rennes, des dizaines à Poissy, Sept-Fons, Vesoul... et encore 700 à PSA Charleville le 29 septembre. Dans certains sites, il n'y avait jamais eu de grève. C'est la plus grande vague de débrayage à PSA depuis 33 ans... Et à l'époque, en 1989, elle ne s'était pas étendue au-delà des usines de Sochaux et Mulhouse.

Malgré la prime, la mobilisation continue de plus belle !

Suite à la mobilisation qui avait débuté vendredi 16 septembre à PSA Hordain (Sevelnord) — trois jours avec 500 grévistes —, la direction a donc concédé mardi 27 septembre une « prime de partage de la valeur ajoutée » : 1 000 euros pour les CDI et CDD. Pour les intérimaires présents depuis octobre 2021, 83 euros par mois travaillés (soit 1 000 euros pour un an).

Réaction d'une ouvrière de PSA Sochaux : « *J'en pense que l'on nous prend pour des collaborateurs lorsqu'il s'agit de créer les richesses ! Et pour des clochards lorsqu'il s'agit de les partager !* » Le jour de l'annonce, la mobilisation a continué de s'étendre sur toutes les usines... Avec parfois le soutien de syndicats pro-patronaux. Elle a gagné les sites de PSA Rennes (230 grévistes) où la production a été paralysée pendant trois heures, et continué à PSA Valenciennes (180 grévistes), Mulhouse (100 grévistes), PSA Metz-Borny, Poissy et PSA Vesoul le lendemain.

De quoi faire enrager la direction de PSA. Mais les ouvrierEs ne se contenteront pas d'une prime, ce qu'ils veulent c'est une réelle augmentation de salaire. Beaucoup reprennent les revendications des grévistes de PSA Hordain : 400 euros d'augmentation de salaire pour tous et 6 000 euros de prime !

Correspondants



Stellantis Mulhouse : la provocation de la direction fait exploser la colère

Le matin du 27 septembre, une centaine de salariéEs, dont la moitié d'intérimaires, se sont réunis à la cafétéria du montage à l'appel de la CGT pour connaître le résultat de la négociation. L'annonce des 1 000 euros de prime pour les embauchéEs et bien moins pour les intérimaires a été ressentie comme une véritable provocation.

Dans l'après-midi, une cinquantaine de travailleurEs du ferrage ont décidé de débrayer, rejoints rapidement par une vingtaine du montage, puis une vingtaine de forge et fonderie pour faire le tour des ateliers.

Pour ne pas laisser l'initiative à la CGT, le syndicat FO qui n'a pas appelé à la grève depuis... 1989 (!) et la CFDT appelaient à la grève avec la CGT pour le lendemain.

Mercredi 28, sur trois tournées, près de 1 300 salariéEs ont débrayé pendant plusieurs heures, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années. Bien sûr, ce succès est dû en grande partie à l'appel intersyndical. Dans certains secteurs, touTEs les embauchéEs ont rejoint la grève, ouvrierEs professionnels compris. Les chaînes étaient quasi à l'arrêt avec une voiture toutes les 10 minutes. Les salariéEs ont défilé aux cris de « *Les prix ont explosé, nos salaires sont bloqués, ça ne peut plus durer, ça va péter !* »

Correspondant Mulhouse



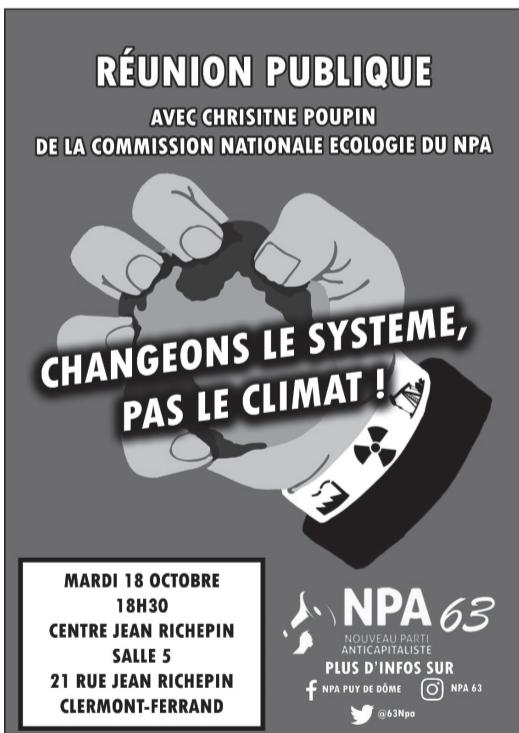
Mardi 11 octobre, meeting du NPA avec Simon Hannah (syndicaliste britannique) et des militantEs du NPA, Toulouse.

À 20 h, salle Barcelone, 22, allées de Barcelone à Toulouse.

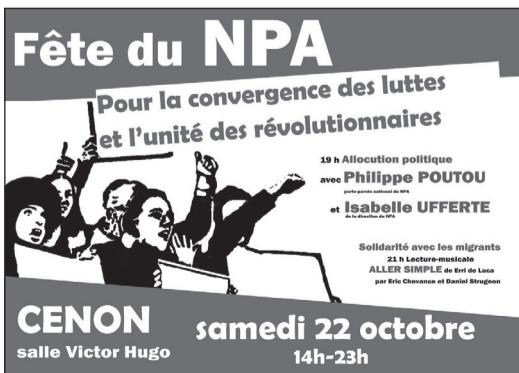
Mercredi 12 octobre, meeting du NPA avec Philippe Poutou: «Mobilisation générale pour le partage des richesses et une gauche de combat!», Paris. À 19 h, à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.



Mardi 18 octobre, réunion publique du NPA avec Christine Poupin: «Changeons le système, pas le climat!», Clermont-Ferrand. À 18 h 30, centre Jean-Richepin, salle 5, 21, rue Jean-Richepin à Clermont.



Samedi 22 octobre, fête du NPA 33, Cenon. 14 h-23 h, salle Victor-Hugo. À 19 h, interventions de Philippe Poutou et Isabelle Ufferte.



Ecologie

L'écosocialisme sera cycliste ou ne sera pas!

Alors qu'on sort d'un été caniculaire qui nous dit l'absolue urgence d'agir contre le réchauffement climatique, le gouvernement adopte son nouveau «plan vélo» pour 2023 à 250 millions d'euros. «Alliance pour le vélo» estime que 2,5 milliards d'euros pour le quinquennat seraient nécessaires.

Les données du problème sont connues et documentées. Les transports, en France, génèrent 30 % des gaz à effet de serre dont la moitié est imputable à l'usage de la voiture. Les montants budgétaires annoncés pour ce plan sont à mettre en regard avec les investissements massifs (plusieurs dizaines de milliards d'euros) dans les 55 projets autoroutiers en cours, tous très contestés. Ce plan n'est en rien une rupture avec le «tout-auto», il va s'appliquer alors que 40 % des immatriculations de voitures sont des SUV, énormes et gros pollueurs. Renault et PSA/Stellantis engrangent des profits, cassent les effectifs, et foncent toujours plus dans l'impasse de la voiture électrique. Les transports collectifs ne sont pas à la hauteur. Les plus précaires doivent consacrer 16 % de leur budget à la voiture.

Le vélo a été très populaire, il doit le redevenir

Quand un trajet du quotidien sur deux est inférieur à 10 km, quand on enregistre un bond de 28 % de la fréquentation des itinéraires vélo en deux ans, quand la conscience des crises écologiques et sanitaires progresse, il est alors temps de prendre le vélo au sérieux. La part modale du vélo (km parcourus à



WIKIMEDIA COMMONS

vélo/km parcourus au total tous modes de transport) est inférieure à 5 %. Elle peut aller à 25 ou 30 %. Pour y parvenir, il faut une boussole, une hiérarchie des transports, la marche venant en premier suivie par le vélo, les transports en commun gratuits, les transports de marchandises, la voiture individuelle. L'avion devenant dans cette optique absolument marginal. Et le jet privé étant interdit.

Politique du vélo concrète

Des millions de garages /abris doivent être construits, sûrs, accessibles, gratuits, près des gares, des commerces, des lieux de travail, au bas des immeubles, y compris dans les cités populaires. Il faut plus de

pistes cyclables, cohérentes, élaborées avec les utilisatrices, avec les habitantes des quartiers, avec l'impératif de ne pas bétonner plus encore. Des ateliers de réparation participatifs doivent être créés et un versement forfaitaire patronal mis en place. Les entreprises et services doivent mettre à disposition des employées venant à vélo des vestiaires et des douches ! Pour les livreurs à vélo, le donneur d'ordre doit fournir l'outil de travail, un vélo aux normes. Il faut soutenir les nouveaux usages du vélo qui apparaissent : les vélos-cargos, les vélos-transporteurs d'enfants bien sécurisés, le vélo électrique qui permet d'éviter des trajets en voiture de 10 à 20 km. Tout comme

il faut soutenir les expérimentations pour un usage quotidien et pratique du vélo en moyenne montagne.

C'est toute une filière de production historique qui pourra alors se reconstituer. C'est aussi tout l'aménagement du territoire modelé par la voiture qui doit être repensé.

Une révolution culturelle...

Faire en sorte que 15 à 20 millions de personnes utilisent quotidiennement leur vélo, c'est engager une révolution dans les esprits. Et dans les corps... Mais notre politique pour le vélo est loin de tout validisme, le vélo peut être pratiqué en mode inclusif : le vélo électrique a tout son rôle à jouer ici, il se révèle très utile et redonne de la mobilité à de nombreuses personnes atteintes dans leur santé. Ce grand retour du vélo passera aussi par l'école. Par le débat, forcément : quelle société voulons-nous ? Une société du stress et de l'hyper-mobilité et, paradoxalement, de la sédentarité ? De la ronde accélérée de la marchandise, du consumérisme ? Est-il raisonnable de produire la «voiture électrique sans permis, idéale pour vos ados et pas cher pour 7 000 euros» ? D'acheter «la trottinette électrique si conviviale» ? La décroissance des biens matériels, si nécessaire, est à l'opposé de la récession capitaliste avec son cortège de souffrances. Une révolution dans la propriété sera incontournable. Jamais les actionnaires de nos deux constructeurs ne consentiront à sortir du «tout-auto», leur poule aux œufs d'or, et il faudra bien imposer leur expropriation : à nous toutes et tous de décider de la destination des investissements !

Pratiqué dans de bonnes conditions, loin d'être une punition, le vélo est un plaisir.

Commission nationale écologie

Ecologie

Le jet ski ou le Canadair ? Quelle gestion pour les forêts ?

Fini le temps de l'insouciance et de l'abondance, le reflet des flammes dans les Ray-Ban, il va falloir changer de politique, changer de système.

Un sujet dont on a parlé tout l'été : les incendies de forêts, avec près de 70 000 hectares partis en fumée, contre 7 000 en moyenne les années antérieures. Les forestiers de l'Office national des forêts parlent de péril pour les forêts et de mise en danger délibérée depuis plus de vingt ans : en effet l'établissement a perdu près de quatre emplois sur 10.

Il faut augmenter les effectifs de l'ONF

Le coup de chaud incendiaire de cet été sur l'ensemble du territoire du sud au nord ne change en rien la direction choisie par le gouvernement : le contrat en cours avec l'État (2021-2025) entérine la suppression de 500 emplois. Rien d'étonnant venant d'un gouvernement condamné le 14 octobre

2021 par le tribunal administratif de Paris pour inaction climatique. Souvenons-nous que la Convention citoyenne pour le climat avait à juste titre proposé d'augmenter les effectifs de l'ONF.

Dans ce qu'on appelle le «régime forestier», ensemble des règles de protection et de gestion durable des forêts, il existe une mission d'intérêt général (MIG) financée par l'État : la Défense des forêts contre les incendies (DFCI). L'ONF est l'un des principaux acteurs de la prévention des risques d'incendie. Cette prévention s'applique actuellement uniquement dans le sud de la France. Mais concrètement, avec les feux en Bretagne et dans le Jura, cette prévention et ce savoir-faire doivent s'étendre à l'ensemble du territoire. D'ailleurs, au sein même de l'État, des préfets ont sonné l'alerte, se sentant désarmés face à ce risque accru des feux et le manque de moyens récurrent.

Darmanin et ses «gendarmes verts»

Merise — fruit du merisier espèce forestière proche du cerisier — sur le gâteau, un véritable sketch : le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui trouve toujours une solution sécuritaire pour sortir de

l'ornière, propose 3 000 postes de «gendarmes verts» qui devraient être créés pour lutter contre les départs de feu volontaires en forêt. Patrice Martin, représentant syndical du SNUPFEN Solidaires à l'Office national des forêts, la juge étonnante : «À part faire de la communication... on ne voit pas ce qu'il y a dedans. [...] Les feux de forêt, le meilleur moyen de lutter contre, c'est qu'il n'y en ait pas. À aucun moment il n'est sur la prévention, et ça c'est absolument catastrophique.»

Afin de «rétablir la confiance», l'Élysée a choisi une nouvelle Directrice générale de l'ONF : Mme Valérie Metrich-Hecquet. Elle est très motivée et a un CV gratiné. Elle a participé et validé les choix politiques antérieurs du ministère de l'Agriculture — dont la suppression de 2 000 emplois depuis 2014 à l'ONF. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle maîtrise le sujet du manque de moyens et de la mise en danger des forêts et du personnel...

«Un des principaux amortisseurs des crises climatiques»

De même, les forestiers le savent : pour faire face au changement climatique, c'est l'ensemble de la

gestion forestière qu'il faut rénover, le modèle économique de l'ONF n'est pas tenable, la production de bois va inexorablement se réduire. La préservation des écosystèmes forestiers et des modèles de sylviculture plus extensifs doivent être mis en avant.

Désabusés, les travailleurs forestiers de l'ONF regroupés en intersyndicale ont mené plusieurs actions auprès de la justice pour inverser la donne :

– Fin 2021 : plainte pour mise en danger de la vie d'autrui à la suite des décisions de suppression d'emplois, une mise en danger des personnels de l'ONF ;

– 22 juin 2022 : recours devant le tribunal administratif de Paris visant à l'annulation du contrat État/ONF 2021-2025 qui n'est pas à la hauteur des besoins. «Par leurs capacités exceptionnelles à stocker le carbone que nous émettons, à protéger la biodiversité et l'eau que nous buvons, nos écosystèmes forestiers sont et seront un des principaux amortisseurs des crises climatiques. [...] Pourquoi réduire encore les moyens du service public en charge de les protéger notamment contre les incendies de plus en plus nombreux dans notre pays?», soulignent les requérants.

Correspondant ONF

Disparition

En hommage à Michel Pinçon

À l'occasion du décès du sociologue Michel Pinçon, nous republions un entretien que nous avions réalisé avec lui et Monique Pinçon-Charlot en 2013, lors de la sortie de l'ouvrage « la Violence des riches ».

Pourquoi ce titre, « la Violence des riches » ? Quels en sont les différents aspects ?

Nous avons voulu faire la synthèse des différentes formes de violence qu'exercent les familles les plus riches de notre pays. La violence, ce n'est pas seulement les agressions physiques mais tous les moyens utilisés pour maintenir les uns dans le besoin et l'incertitude, les autres dans la richesse. D'abord la violence économique, avec la mise au chômage pour des raisons de spéculation financière de millions de personnes. Ensuite, la violence politique, idéologique, qui manipule la pensée. Elle s'accompagne de l'utilisation d'une langue de bois particulièrement perverse qui travestit la réalité : on peut parler d'escroquerie linguistique quand on parle par exemple de « partenaires sociaux ». Des chiffres sont assénés en permanence comme justification des politiques sans que les Français aient les moyens de juger de leur pertinence. Il y a la violence de l'espace : les classes populaires et les classes moyennes inférieures sont reléguées à la périphérie des villes. On n'est plus dans une lutte des classes au grand jour comme avant ; on est passé à une guerre de classes avec des formes de violence multiformes, visibles et invisibles. Les salariés ordinaires sont présentés comme une charge pour leur employeur, des bénéficiaires



WIKIMEDIA COMMONS

d'avantages nuisibles pour la compétitivité. Les chômeurEs, eux, sont des parasites, des paresseux, des fraudeurs. L'immigré est érigé en bouc émissaire. Cela conduit à des formes de tétonisation des classes populaires, une perte de repère, voire une incapacité à penser le changement.

La bourgeoisie reste une classe mobilisée ?

Oui, nettement. Alors qu'il y a une forme de dislocation des classes populaires. Il faut noter à cet égard l'impact des politiques de la ville mises en place par les socialistes vers 1983-1984. Elle n'a pas rempli ses objectifs affirmés mais on a abouti à

une forme de territorialisation de la classe ouvrière qui vit maintenant pour une large part dans des périphéries souvent désignées par des expressions dévalorisantes ou des sigles incompréhensibles réservés aux quartiers pauvres, alors que les quartiers bourgeois conservent des dénominations traditionnelles ou bien gagnent des désignations du type « triangle d'or ». Cela s'inscrit dans le mouvement qui vise, de la part de la bourgeoisie, à faire perdre à l'ennemi de classe son identité sociale. La trahison des valeurs de la gauche par le PS joue aussi son rôle dans le désarroi populaire. On peut aussi penser que des formes de violence plus traditionnelles sont

en réserve, comme quand Manuel Valls dénonçait par avance les ouvriers de Goodyear ? C'est certain. La classe ouvrière est un « ennemi de l'intérieur » et des formes de violence plus ouvertes peuvent être utilisées ou sont envisagées. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement s'est opposé à la loi d'amnistie sociale. La police se dote d'équipements modernisés, de drones... Le gouvernement Villepin a ressuscité des textes datant de la guerre d'Algérie. Mais ils préfèrent utiliser la violence économique et idéologique, c'est efficace : unE salariéE qui a des échéances à payer pour ses crédits hésitera plus à faire grève. Certes, la violence traditionnelle reste en réserve.

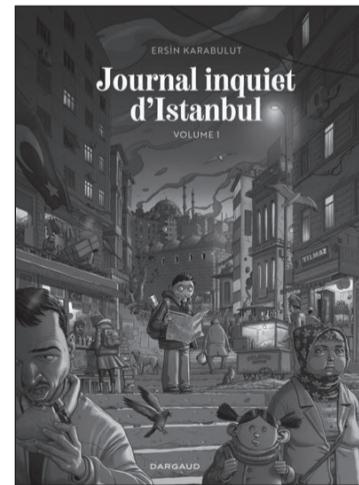
Certaines analyses mettent l'accent sur les différences entre bourgeoisie financière et industrielle. Qu'en pensez-vous ?

En fait, ce que nous constatons surtout c'est que l'interpénétration entre finance et industrie augmente de jour en jour. Le monde industriel est financiarisé. Il y a le lien avec les actionnaires ou avec les banques. Certains groupes industriels possèdent des banques. Des PME peuvent être dépendantes du crédit bancaire. En dehors des entreprises solidaires, c'est à peu près le même univers. Il faut aussi noter le lien entre la finance, la haute administration, et le monde politique. Un exemple : la façon dont, en juillet dernier, la commission de contrôle de la Caisse des dépôts, présidée par le socialiste Henri Emmanuelli, a avalisé un décret (préparé dans les services de Pierre Moscovici) transférant 30 milliards d'euros de fonds des caisses d'épargne vers les banques. *Propos recueillis par Henri Wilno*

Roman graphique

Journal inquiet d'Istanbul (volume 1)

Scénario et dessins de Ersin Karabulut, traduit par Didier Pasamonik. Éditions Dargaud 150 pages, 20 euros.



jeune Ersin. Il profite du matériel de son père pour recopier les héros inoffensifs de la BD européenne des années 1950 qui circulaient encore à Istanbul dans les années 1990. À l'adolescence, il découvre les fanzines contestataires en provenance de Beyoglu (le quartier intellectuel d'Istanbul) et ne rêve plus alors que d'une chose : devenir comme ces dessinateurs fantasmés. À 15 ans, il cherche à placer des dessins dans ces revues et il y parvient dès lors qu'elles sont contestataires. Pas de pot, les « Loups gris » de son école dévoilent son pseudonyme et parlent aux « Frères » de son quartier pour inquiéter la famille. Ersin doit alors promettre à ses parents d'arrêter la BD et de se consacrer à ses études. Las, un de ses dessins va faire la une d'un journal satirique. Vous pouvez imaginer la suite...

Une Turquie ouverte, mais de plus en plus conservatrice

À plusieurs reprises, Ersin, pour nous faire comprendre les contradictions dans lesquelles il a grandi, nous rappelle les enseignements appris à l'école laïque héritée d'Atatürk, « le père de la nation », à savoir que la Turquie laïque rassemble le meilleur de l'Orient et de l'Occident pour aller de l'avant. Dans le même temps, ses parents certes musulmans voient le retour d'un islam intégriste dans leur quartier. Le père d'ailleurs est obligé d'envoyer son fils à l'épicerie pour acheter discrètement le « raki » à la barbe des voisins. Ce père instituteur pauvre doit, pour boucler les fins de mois de la famille, réaliser des petites peintures qui fascinent le

La montée d'Erdogan et de l'autoritarisme

Dans tous les pays du monde, s'attaquer et se moquer du pouvoir est nécessaire et bon pour la démocratie. En revanche, le faire dans un pays en train de devenir une dictature basée sur des principes religieux n'est pas sans danger. Ersin, qui n'est encore qu'un adolescent rongé par ses petits tracas personnels (ses relations avec les filles, le problème de vivre de son travail, etc.), doit en

permanence mesurer les risques engendrés par ses dessins et la BD hebdomadaire très populaire qui raconte les difficultés d'un jeune Stambouliote contestataire au moment même de l'apparition, de la montée, de l'accession au sommet de l'État, puis de l'emprise totale d'Erdogan sur la Turquie. Un premier fanzine est suspendu et traîné en justice. La pression est maximum, les « Frères » font le siège du domicile familial et Ersin doute. Les journaux commencent à disparaître, pas mal de journalistes aussi, tandis que les droits et les libertés de toutes et tous se délitent un peu plus jour après jour. Ersin va tenir bon, le fanzine va gagner son procès en justice. Erdogan n'a

La révélation d'un grand dessinateur

Ce récit sans concession sur les faiblesses de l'auteur et les émotions d'un enfant des quartiers populaires est porté par un graphisme exceptionnel qui entremêle caricature et réalisme. Le style et les couleurs envoient une palette très large bien au-delà des qualités d'un caricaturiste. Nous, éventuels touristes occidentaux qui avons cru voir dans Beyoğlu la Turquie authentique, allons être plongéEs dans un pays très complexe et attendre le tome 2 où la question kurde sera au centre du récit pour comprendre le combat de ces dessinateurs satiriques très fréquemment emprisonnés. Une BD France Inter et à lire et à dévorer absolument avec, en plus, l'assentiment du Capitaine Haddock.

Sylvain Chardon

Essai

Nos existences handies, de Zig Blanquer

Éditions Monstrograph, 144 pages, 12 euros.

Nos existences handies propose des textes écrits entre 2004 et 2017 par Zig Blanquer, militant handi, qui abordent le validisme, l'autonomie vs l'institutionnalisation, la sexualité, le rapport au corps, à la médecine...

Légume

Le premier texte du recueil, *Je suis un légume (bio) heureux, merci* (2008), donne le ton. Très courte et incisive, cette entame permet à Zig Blanquer de brandir son corps en étendard, de le poser en profession de foi, de dire à qui le lira d'où il parle... D'emblée, une écriture nerveuse et élégante situe l'œuvre au croisement des champs de la littérature, de l'engagement militant et de la production de savoir. Il est ainsi « le premier qui propose en 2004, dans la brochure d'un infokiosque, le terme de validisme » (préface). *Faits main* (2017) et *Le vif du sujet* (2016), deux très beaux textes, ajoutent une note intime, sensuelle et poétique au recueil.

Valide

Chroniqueur valide, comment lire *La culture du valide (occidental)* (2004) ? Sans doute en commençant par la fin, qui donne la clé, par une adresse « aux valides occidentaux », les mettant en garde contre une lecture au service de leur bonne conscience. Lire ne suffit pas, ni même comprendre : « Si toutefois iels ont lu et réalisé, alors qu'iels agissent. » Caustiques, ces pages font l'inventaire de toutes les nuances de malaise que ressentent les valides face au handicap, poussées à leur paroxysme par une sorte de miroir existentiel à la surface duquel se reflète ce que les handiEs représentent pour elles et eux comme modalités possibles de l'être. À lire, donc, comme un moteur pour l'action !

Autonome

À l'encontre de tant de clichés, opposée à tant de souffrances enfermées, l'autonomie reste à conquérir. Ce qui constitue une perspective pour les handiEs reste encore bien souvent, du point de vue dominant dans la société en France, une curiosité, voire une chimère dangereuse. L'administration est dans ton corps. *Validisme, fauteuil électrique et dignité* (2017), constitue la chronique d'un combat, celui de Zig Blanquer. Il illustre parfaitement à la fois le parcours des obstacles à surmonter pour conquérir des droits, la possibilité de gagner par la lutte, ainsi que les perspectives que cela ouvre pour des existences handies.

Vincent Gibelin

nos
existences
handies

zig
blanquer



COMMANDÉZ TOUS
VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

«S'il y a un endroit où les travailleurs doivent commander c'est dans leur syndicat»

Philippe Poutou: Comment veux-tu raconter cette histoire-là aujourd'hui et faire le plus de bruit possible ?

Jean-Pierre Mercier: Merci au NPA d'avoir accepté de parler de notre affaire parce que c'est une affaire extrêmement grave dans le milieu militant et syndical. C'est l'histoire d'une fédération, celle de la métallurgie, qui veut exclure tout un syndicat, celui de la CGT PSA Poissy, un syndicat historique avec 60 ans de bagarres contre le patron, de bagarres syndicales contre la dictature du patron qui a essayé d'avoir sa peau de décennie en décennie.

Là, les coups viennent de notre propre CGT, de notre propre fédération qui a créé de toutes pièces, de manière complètement illégale et anti-statutaire, une deuxième CGT à l'usine de PSA Poissy et qui s'apprête à demander à un juge, le juge de Bobigny, le 20 octobre, de nous exclure purement et simplement de la CGT après nous avoir envoyé des huissiers de justice. Cela veut dire que nos cotisations servent à payer des huissiers de justice au domicile des militants pour se faire assigner au tribunal.

Notre combat est nécessaire, il est vital, c'est le combat de la démocratie syndicale, la démocratie ouvrière. Nous défendons deux principes : il faut des syndicats de combat qui combattent le patronat, le gouvernement, leur politique, et il faut la démocratie ouvrière, la démocratie syndicale. Cela veut dire que c'est la base qui doit décider. Cette fameuse phrase qui fait bien dans les congrès, «Le syndiqué acteur décideur», ne doit pas rester une phrase de congrès. C'est une bataille quotidienne pour l'imposer à des structures qui veulent en fait reprendre en main des syndicats, reprendre en main des groupes entiers de syndicats. Ce n'est pas seulement le syndicat PSA Poissy CGT qui est visé, ce sont aussi les responsables du groupe CGT PSA. J'ai été déemandaté. Cédric Brun, le délégué syndical central (DSC) adjoint, qui est le secrétaire de la CGT PSA Valenciennes, va aussi être déemandaté, parce qu'il n'est pas dans la ligne de la fédération. Il s'agit d'une reprise en main, d'une tentative de reprise en main des structures fédérales sur des syndicats qui ne leur paraissent pas assez obéissants et trop indépendants. Cette bagarre concerne le milieu militant mais aussi les travailleurs qu'ils soient syndiqués ou non parce qu'il en va de l'avenir.

Philippe Poutou: Est-ce que tu veux dire que ce qui vous arrive est une illustration particulière et grave d'un gros problème qu'on a dans le syndicat depuis très longtemps qui est un problème d'orientation, un problème de combativité ou de manque de combativité du côté de la direction de la confédération ? Cette confrontation-là traduirait peut-être (on est bien obligé d'interpréter ce qui se passe) une volonté de reprendre tout ça en main, de contrôler, d'éviter qu'il y ait trop de discussions par en bas, d'éviter qu'on puisse arriver à critiquer réellement l'orientation du syndicat et à se poser les problèmes de la société et de la guerre sociale menée par le patronat et comment on y répond : le dialogue social, la routine dans laquelle on est tous plus ou moins englués d'un côté, ou alors le combat dans les usines, large, la convergence des luttes, de l'autre ? Ce n'est pas juste un problème disciplinaire, ce sont aussi des questions de fond...

Entretien. Lors de la fête de l'Humanité, le 10 septembre dernier, Philippe Poutou a interviewé **Jean-Pierre Mercier**, de passage devant le stand du NPA, pour lui permettre ainsi qu'à ses camarades de la CGT PSA Poissy d'expliquer la tentative d'exclusion d'une équipe syndicale par la fédération.



DR

Jean-Pierre Mercier: Tout à fait. Ce sont des questions politiques de fond qui doivent être tranchées par la base. Ce sont les syndiqués, ce sont les syndicats dans les entreprises, dans les usines, dans les groupes : quelle orientation syndicale on prend ? Quelles revendications on défend ? Est-ce qu'on signe ou pas les accords avec le patron ? Ce ne sont pas les ouvriers, les diktats de la fédération qui doivent gérer la vie des syndicats, la vie des groupes et la vie des syndiqués. Les travailleurs sont commandés par les chefs. Ils se font commander par les patrons, par les flics, par l'État. S'il y a un endroit où eux ils doivent commander, c'est dans leur syndicat. Ce sont eux qui sont dans la tranchée, ce sont eux qui sont dans les ateliers, dans les bureaux ; ils doivent commander, ils doivent pouvoir dire : « Nous voulons ça, nous ne voulons pas ça ; nous voulons tel représentant ou l'autre ». C'est à eux de décider ! Les méthodes de la fédération de la métallurgie en ce moment, le cours qu'elle prend, la politique de fond ce n'est pas seulement à propos de PSA qui va être attaquée. Après, il y aura Renault, Airbus, etc. Ils vont vouloir faire le ménage partout dans la métallurgie, et peut-être au-delà. Donc, c'est vraiment un combat essentiel : celui de la démocratie syndicale. Il est essentiel pour l'avenir. Les travailleurs doivent faire l'apprentissage de la démocratie syndicale pour pouvoir imposer la démocratie dans leurs luttes plus tard.

Philippe Poutou: La question qui est posée c'est celle de prendre ses affaires en main, de s'auto-organiser, de décider de son équipe syndicale, de sa propre organisation. C'est particulier de faire face à cette attaque de la bureaucratie alors qu'en fait on a envie de discuter, de trouver des réponses à tous nos problèmes. À PSA, c'est toujours les problèmes de licenciements, de menace sur l'avenir des usines, le problème des salaires, des conditions de travail, la souffrance au travail, les retraites. Enfin, tout ce qui se passe autour, quoi ! C'est complètement dingue de la part de la bureaucratie de prendre le risque de contribuer à détruire encore plus une organisation syndicale déjà bien affaiblie. Quel est le moral des militants là-dedans ? Comment ça se passe ?

Jean-Pierre Mercier: Cela fait 18 mois qu'on est dedans, et au début pour un certain nombre de camarades cela a été déstabilisant. On est habitués à se bagarrer contre le patron, à se bagarrer contre le gouvernement. On va dire que c'est dans l'ordre des choses. Se bagarrer contre sa propre organisation syndicale, cela devient plus compliqué. Il a fallu apprendre à le faire. Il y a eu une prise de conscience, pas simplement à l'usine de PSA Poissy mais à l'échelle du groupe. Quand tous les syndicats du groupe ont voté pour me renouveler dans mon mandat de DSC avec 88% de voix, la fédération a désigné celui qui a recueilli 85% des voix contre lui. Ça a été une leçon de choses, une leçon de choses qui vaut de l'or pour l'avenir ! À Montreuil, ces bureaucraties, cette fédération sera dans les luttes... contre nous. Elle ne tiendra pas compte de l'avis des travailleurs, etc.

Quand on entend les discours de Macron qui sont des discours de guerre, de guerre sociale, avec ces expressions comme «du sang et des larmes», «c'est fini le temps de l'abondance», comme si on était repu depuis un certain temps, oui, on a besoin de se retrouver pour discuter comment on fait pour résister et prendre l'offensive sur les salaires, contre l'inflation. Et on passe notre temps, enfin non, car dans l'atelier justement on continue à militer, il faut faire le plus de bruit possible. Pétition en ligne : <https://www.change.org/p/contre-l-exclusion-de-la-cgt-du-syndicat-cgt-psa-poissy-et-de-jean-pierre-mercier>

Philippe Poutou: Le 20 octobre, c'est le jour...

Jean-Pierre Mercier: C'est le jour de notre procès. On s'est fait assigner. C'est à Bobigny le 20 octobre vers midi. On a mis en ligne une pétition sur change.org, vous la trouverez facilement dans le milieu militant. Il faut la faire signer, la partager, la faire tourner le plus largement possible parce qu'il ne faut pas que cette saloperie se fasse dans le silence. Voilà, il faut faire le plus de bruit possible.

Pétition en ligne : <https://www.change.org/p/contre-l-exclusion-de-la-cgt-du-syndicat-cgt-psa-poissy-et-de-jean-pierre-mercier>

Vu ailleurs

DÉFENSE DE CRITIQUER MACRON

Un couple d'habitants du quartier du Foirail à Pau a reçu ce vendredi 30 septembre la visite des forces de l'ordre, quelques minutes avant l'arrivée du président de la République et du maire de Pau, François Bayrou, attendus pour inaugurer le nouveau pôle culturel situé en face de chez eux, explique La République des Pyrénées. En cause, deux pancartes qu'ils brandissaient à leur fenêtre. L'une indiquait «Je veux pouvoir partir en retraite avant l'effondrement climatique (et c'est pas gagné)». Sur l'autre était écrit «Tout va bien dans le meilleur des mondes... Ou 1984, je ne sais plus.»

Les policiers ont demandé que les pancartes soient retirées et sont montés dans les étages pour les confisquer. «Les policiers ont menacé de défoncer la porte, témoigne le couple. Ils ont dit: "Si vous gueulez, on vous emmène"».

Trois policiers sont restés avec le couple dans l'appartement jusqu'à ce que le cortège entre dans le Foirail. Ils ont relevé les identités des occupants.

Le directeur départemental de la sécurité publique, David Book, patron des policiers du département, a réagi auprès de la République des Pyrénées, évoquant une procédure normale dans un climat serein.

«Ce n'est pas l'interdiction de manifester sur la voie publique qui a justifié l'intervention, mais la protection de la personnalité du chef de l'État, précise David Book. À partir du moment où on a des personnes, qui, depuis leur balcon, affichent des slogans hostiles, il fallait qu'on s'assure qu'elles n'ont pas de velléité de s'en prendre au chef de l'État.» [...]

«Emmanuel Macron à Pau : la police intervient pour confisquer des pancartes chez un couple», [ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr), 30 septembre 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS
D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Hebdo + <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Jointre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nspa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZZ5475

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

